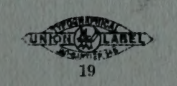
E. ROUX.

# M. Henri Bourassa AU SERVICE de l'Allemagne




19

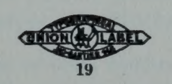
Imprimerie PERRAULT

Montréal, 73, St-Jacques, Montréal.

[Lamont, A.

E. ROUX.

# M. Henri Bourassa AU SERVICE de l'Allemagne




Imprimerie PERRAULT
Montréal, 73, St-Jacques, Montréal.

# INTRODUCTION

*Quand s'écrira dans l'histoire de la plus horrible des guerres le chapitre de la participation du Canada, il sera intéressant de savoir quelle attitude les partis politiques de notre pays auront observée durant ces années tragiques et, dans cette brochure j'ai voulu réunir quelques matériaux qui serviront à cette histoire.*

*A la demande de plusieurs amis j'ai composé cet opuscule avec quelques lettres que j'avais adressées au "Canada" et j'ai tenu à les faire précéder de deux chapitres au cours desquels j'ai d'une part défini l'attitude du parti conservateur et du parti libéral et d'autre part celle du parti nationaliste.*

*Je sais qu'on s'est inquiété de savoir qui se cache sous le pseudonyme de E. ROUX. Pour qu'on ne me fasse pas passer pour suspect, je crois devoir donner ici quelques renseignements qui contribueront à donner plus d'autorité à ce travail et à dissiper des soupçons injustifiés.*

*Comme il importe peu à mes lecteurs de savoir si je suis grand ou petit ; gras ou maigre ; laid ou beau, on me dispensera de ne rien dire de mon physique ; mais il importe bien plus de savoir quelles sont mes idées, de quel credo politique je me réclame, d'où je viens et c'est à ces questions que je me hâte de répondre pour qu'on ne mette pas en doute ma bonne foi.*

*D'abord, je ne suis pas un théologien, et je suis un "désillusionné du nationalisme." M. Henri Bourassa était encore dans les rangs du parti libéral quand j'étais aux côtés d'Olivar Asselin, le véritable fondateur du parti nationaliste et, si M. Asselin était ici, il pourrait me donner ce témoignage qu'à une époque troublée de notre politique provinciale, je n'ai pas craint d'encourir la disgrâce d'hommes bien puissants plutôt que de sacrifier mes principes à leurs faveurs.*

*Après même que M. Bourassa eût abandonné le parti libéral pour prendre la direction du parti fondé par Asselin, je crus encore en la supériorité de notre doctrine, comme j'ai cru voir en M. Bourassa un grand astre au firmament politique. En ferai-je l'aveu ? Mon espérance dans notre chef fut telle que j'entrevoyais déjà la fin de nos partis politiques d'alors et de même que j'avais collaboré au "Nationaliste," je collaborai au "Devoir." Mon admiration grandissait de plus en plus pour le grand Canadien, quand fut posée au parlement la question de la marine canadienne.*

*La conception nette que je m'étais toujours faite du nationalisme c'était une "préférence déterminée pour tout ce qui est propre à la nation à laquelle on appartient" ; or je ne voyais rien dans la politique préconisée par sir Wilfrid Laurier qui fût incompatible avec mes idées, tandis que M. Bourassa, lui, voyait là un acheminement vers l'impérialisme intensif et vers la fin de l'autonomie du Canada.*

*Je trouvais que sir Wilfrid Laurier rencontrait mes vues en proposant la*

*création d'une marine canadienne, composée de navires construits au Canada, par des ouvriers canadiens, avec des équipages recrutés au Canada et commandés par des officiers canadiens. Je ne pouvais blâmer le chef du parti libéral de dire que cette marine canadienne servirait à protéger les côtes du Canada et à renforcer la marine britannique en temps de guerre et j'avais pour me justifier de penser ainsi le fait de l'Australie.*

*De son côté, M. Bourassa entreprenait un grand mouvement contre le projet de sir Wilfrid Laurier. Je le crus sincère. Mais ma désillusion fut complète quand, en 1911, je le vis faire cause commune avec les impérialisants de l'Ontario et avec l'élément le plus malsain de notre pays, les orangistes, en vue, non seulement de battre en brèche la politique du parti libéral, mais bien surtout en vue d'abattre son illustre chef.*

*On ne m'en voudra pas de dire que je ne pouvais comprendre qu'un homme de la valeur de M. Bourassa et qu'un journal comme le "Devoir," tous deux se proclamant les champions de notre race et les adversaires irréductibles de l'impérialisme se soient mis à la remorque d'un fanatique comme Willison et d'un organe "jingo" comme le "Toronto News."*

*De ce jour je n'eus plus confiance dans le chef nationaliste ni foi en sa doctrine ; dans celui qu'autrefois j'aurais proclamé un des plus grands patriotes du Canada, je ne voyais plus qu'un démagogue.*

*Depuis la guerre, l'attitude de M. Bourassa ne m'a fait que regretter de plus en plus de m'être si bêtement trompé, et alors que le parti conservateur, bien à tort il est vrai, voulait tout sacrifier dans cette guerre au salut de l'Empire, et que le parti libéral demandait la coopération du Canada pour le triomphe de la civilisation sur la barbarie, on vit M. Bourassa, consciemment ou inconsciemment, METTRE SA PAROLE ET SA PLUME AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE.*

*Si étonnant que paraisse cet avancé, je compte établir péremptoirement qu'il est fondé. Et la tâche me sera facilitée par M. Bourassa lui-même, dont je citerai, le plus possible, les écrits et les discours.*

*De cette façon, on ne pourra m'imputer aucun moyen subtil, non plus qu'aucune intention de ternir l'éclat du nom de notre "illustre compatriote." Et je demande qu'on voie dans l'exposé de ce travail bien plus une contribution à l'histoire qu'une oeuvre de polémique et si parfois on est tenté de trouver trop sévères mes jugements et trop dures mes expressions, qu'on songe d'autre part que M. Bourassa n'est pas celui de nos écrivains qui ménage le plus ses mots et ses termes.*

*Ce modeste ouvrage n'aura sûrement pas la valeur littéraire et oratoire des écrits du directeur du "Devoir" ou des discours du tribun nationaliste ; mais, au moins, pourra-t-il se réclamer d'être une oeuvre de bonne foi, une oeuvre de justice et de réparation.*

*Qu'on l'accueille ainsi, et j'aurai réalisé mon unique ambition.*

*E. ROUX.*

*Montréal, 2 mai 1917.*

# I. — LE CANADA DEVAIT-IL PRENDRE PART A LA GUERRE ACTUELLE ?

Pour montrer qu'ils ont raison, les partisans et les antagonistes de la participation du Canada à la guerre actuelle, ont mobilisé à leur service tout le ban et l'arrière-ban des sommités du droit constitutionnel ou naturel, voire même des théologiens. On les a vus vider, en quelque sorte, les arsenaux de la dialectique pour se battre entre eux **"unguibus et rostro."**

Il semble pourtant que la tâche de démontrer que notre devoir nous commandait de participer à ce grand conflit n'exigeait pas un aussi grand déploiement. Il eut suffi d'écouter son coeur, de consulter sa raison, d'interroger son patriotisme. Il eut suffi de se bien rendre compte de la nature du conflit actuel et de bien connaître les intentions de ceux qui l'ont déchaîné, pour aussitôt voler au secours des armées de la Civilisation et du Droit contre celles de la Barbarie et de la Force.

Si on le veut bien, avant d'accuser M. Bourassa d'avoir poursuivi dans notre pays une odieuse campagne, nous examinerons comment les partis politiques se sont comportés depuis la guerre. De cette façon on sera à même de mieux juger de la justesse de mes appréciations et de la justice de mes jugements.

## LA NATURE DU CONFLIT ACTUEL COMMANDAIT AU CANADA D'INTERVENIR.

Les écrivains, les historiens de tous les pays sont unanimes à proclamer que jamais dans les annales du monde on aura vu une guerre aussi horrible, aussi universelle; jamais, non plus, on ne vit un agresseur se ruer sur les nations avec des instincts aussi pervers.

La guerre fut toujours un grand fléau, mais le genre humain n'aura jamais été affligé d'une calamité comme celle qui l'éprouve depuis trois ans

Ce n'est pas le temps de remonter aux origines lointaines de la guerre présente; cette histoire ne trouverait pas place dans les cadres étroits de cet opuscule; mais on peut bien affirmer que la cause immédiate réside seulement et uniquement dans l'inassouvissable ambition de l'Allemagne à la domination du monde.

En termes plus précis, je dirai que la cause immédiate qui a fait éclater sur le monde cet effroyable cataclysme réside exclusivement dans le **pangermanisme,** qui n'est rien autre chose que le **nationalisme** poussé à son paroxysme et servi par des forces formidables et par les pires manoeuvres.

**"L'Allemagne au-dessus de tout," "La force prime le droit," "Nécessité ne connaît pas de loi,"** telles sont les formules de ce nationalisme pervers et arrogant et qui a voulu et préparé la guerre.

Je sais bien que M. Bourassa et les siens vont sourire en lisant ces lignes; mais à Dieu ne plaise qu'ils soient les seuls. Aux esprits ouverts à la conviction, j'apporterai des preuves que j'estime si péremptoires qu'aucun des scribes nationalistes n'osera les attaquer.

Les hommes d'Etat et d'Eglise de toutes les grandes nations qui se sont alliées pour écraser la brute immonde que s'est révélée la Germanie ont bien reconnu et dénoncé cette rage de conquête, ce pangermanisme ; mais ce n'est aucun d'eux, si illustres et si grands soient-ils, que je prendrai à témoin.

Puisque M. Bourassa, comme je le prouverai, veut prétendre que ce n'est pas l'Allemagne qui a déclaré la guerre au monde et qui a lancé le défi à l'humanité, je recourrai à des écrivains et à des hommes politiques allemands, oui allemands, pour le démentir. Ce sont eux qui définiront pour moi la nature et les buts de la guerre actuelle. Ainsi on ne pourra pas m'accuser d'apporter à l'appui de ma thèse des témoignages trop intéressés ou trop préjugés.

Quelques citations suffiront pour faire voir toute l'étendue du désastre dont l'Allemagne menaçait le monde et pour ce faire les déclarations ne manqueront; elles sont catégoriques.

Ouvrez l'ouvrage d'Ernest Hasse :

**Welpolitik** (Deutsche Politik, fasc. V) page 65, vous trouverez définies bien clairement les revendications du pangernanisme.

**"Le territoire futur de l'expansion allemande, située entre les territoires de l'Est et de l'Ouest, devra absorber tous les pays mitoyens; s'étendre de la mer du Nord et de la Baltique par les Pays-Bas, en incluant le Luxembourg et la Suisse jusqu'au territoire danubien, jusqu'à la Péninsule balkanique, et comprendra l'Asie Mineure jusqu'au Golfe Persique. De tout ce grand territoire il faudra éliminer l'influence étrangère."**

Est-ce assez précis ?

Parmi les écrivains allemands qui jouissent le plus de notoriété se trouve Maximilien Harden; c'en est un, de plus, qui est très bien avec le kaiser, quoiqu'il eût déjà quelques démélés avec lui à propos de cette affaire de sodomie découverte à la cour impériale.

En 1909 Harden écrivait: **"Il faut prouver à l'Europe et autres continents que les deux empires qui s'étendent de la mer du Nord à l'Adriatique sont assez forts et assez tenaces pour arriver à leurs fins... Les Allemands doivent être convaincus que l'Orient peut amener une guerre que seuls les sots chercheraient à éviter, et qui ne se ferait pas pour l'Autriche comme les gens à courte vue le supposent, mais bien pour les intérêts vitaux de l'Allemagne."**

Ce passage d'un article de Harden est cité par lui dans sa **"Zukunft"** du 1er août 1914.

Après l'incident d'Agadir, Harden disait encore:

**"L'Allemagne a le droit de dire comme le Messie: "Celui qui n'amasse pas avec moi dissipe..." L'Allemagne a la force et la France la flamme..., mais nous l'éteindrons dans le sang si elle ne sert qu'à échauffer la colère de nos ennemis..., dès demain même. Car notre maison fermée depuis quarante ans devient trop petite et nos petits-neveux en porteraient les conséquences si leurs ancêtres employaient honteusement à un jeu applaudi, mais sans profit, le repos qui leur est accordé pour augmenter l'étendue de la puissance nationale."** . (Zukunft, 1 juillet et 19 août 1911.)

Un autre écrivain allemand, Paul Rohrbach, dans son ouvrage **"Der deutshe Gedanke in der Welt**, p 7, menace à son tour la paix du monde et met bien à jour les ambitions de son pays quand il écrit:

**"La nation allemande seule s'est développée de telle sorte, à côté des Anglo-Saxons, qu'elle semble assez nombreuse et intérieurement forte, pour exiger que son idée nationale ait une part décisive dans le droit de donner sa forme à l'ère future."**

Interrogeons maintenant un homme de guerre allemand, celui qui est le mieux connu, von Bernhardi. Dans son ouvrage fameux: **"Vom heutigen Kriege** (I. p. 12) on lira encore ce défi:

**"Il est impossible par des artifices diplomatiques d'améliorer en notre faveur le partage aujourd'hui existant du globe. Si nous voulons procurer à notre peuple la situation mondiale qui convient, il nous faut nous confier à notre épée."**

Et cette politique de conquête n'a pas été prônée seulement par des publicistes, par des têtes chaudes, comme M. Bourasa pourra le prétendre, mais par des hommes de la valeur de von Bulow.

Voici par exemple deux échantillons:

Le 10 janvier 1900 eut lieu le lancement du **Deutschland,** qui fut à l'époque le plus grand paquebot océanique; le prince de Bulow fut invité à baptiser le navire et à cette occasion il prononça les paroles suivantes:

**"Comme ce navire prétend être supérieur à tous les autres navires, si**

**nombreux soient-ils, qui sillonnent les mers, de même puisse-t-il être vrai à jamais pour tous les Allemands que l'Allemagne est au-dessus de tout, au-dessus de tout le monde."**

Et le 14 janvier inaugurant le palais de la Chambre des Seigneurs, von Bulow proclamait encore:

**."Que le roi soit à la tête de la Prusse; la Prusse à la tête de l'Allemagne; l'Allemagne à la tête de l'univers."**

"Mais, dira-t-on, où prouvez-vous qu'il y ait danger pour le Canada dans cette politique pangermanique? Ne savez-vous pas que les Etats-Un's mettraient un frein à l'ambition du kaiser? Que faites-vous de la doctrine Monroe?"

Les Allemands aussi ont prévu ces questions et c'est l'un d'eux qui va y répondre. L'ambition de conquête allemande ne se limitait pas aux vieux continents, mais elle couvrait aussi bien les nouveaux continents comme l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud et l'Océanie.

A la page 77, de l'ouvrage de Julius Goebel: **Das Deutschtum in den Vereinigten Staaten"** on lit ce qui suit pour les Etats-Unis.

**La crainte qui était venue à Benjamin Franklin de voir l'Amérique se germaniser n'a pas été dénuée de raison; et si la vie américaine aujourd'hui a une autre physionomie que de son temps, cela doit s'attribuer d'abord à l'influence du germanisme.**

**Ce n'est pas à l'Angleterre mais au peuple allemand et au peuple américain, joints par les liens du sang, comme par de hautes et communes aspirations intellectuelles, que se trouve confié le progrès de la civilisation. Et les gardiens de cette amitié sacrée, ce sont les Allemands d'Amérique."**

Telle est l'opinion d'un professeur allemand à l'Université d'Illinois.

Si donc un des grands "intellectuels" allemands prijette ainsi de "civiliser" le nouveau monde que n'a-t-on pas à redouter de cette "kultur" fameuse pour notre pays qui est à la portée de l'emprise germano-américaine? Et les événements n'ont-ils pas démontré assez cruellement combien les appréhensions étaient justifiées?

Que sert-il d'ailleurs de multiplier les textes, quand la plus dure évidence nous crève les yeux, que l'Allemagne aspirait à la domination de tous les mondes, du vieux comme du nouveau.

Et c'est quand on a des preuves aussi précises, aussi caractéristiques de cette rage effrenée qu'on douterait encore de notre devoir de faire quelque chose pour briser cette infâme hégémonie teutonne.

Il n'est pas un homme sincère et "humain" qui n'ait pas senti bondir son coeur quand il apprit que partant pour sa grande conquête l'Allemagne avait écrasé une petite nation paisible et adonnée aux oeuvres de la paix, comme la Belgique, et que l'Autriche s'était ruée sur un pauvre pays épuisé par deux guerres comme la Serbie?

Il n'est pas un homme de bonne foi, ayant consulté sa raison, qui ait hésité à dire que le Canada devait faire quelque chose. Il n'est pas un Canadien qui interrogeant son patriotisme, n'aie pas souhaité pour sauver notre pays de la conquête allemande, voir le gouvernement faire le mieux possible selon les moyens et les ressources nationales pour aider aux grands peuples qui entreprirent d'arrêter l'envahisseur.

Et c'est ce que le gouvernement canadien a voulu faire, c'est que le parti libéral lui a conseillé de faire et c'est ce qu'Asselin, le fondateur du parti nationaliste a invité nos jeunes compatriotes à faire.

## LE PARTI CONSERVATEUR ET LA GUERRE

Autant il faut féliciter le gouvernement conservateur de l'empressement qu'il a mis à offrir à l'Angleterre l'aide du Canada, autant il faut blâmer les méthodes qu'il a employées pour mettre à exécution son généreux dessein.

La politique à courte vue de Sir Robert Borden, son inqualifiable incom-

pétence et sa veulerie ont fait qu'au lieu d'avoir été pour le Canada une occasion de s'affirmer grandement et de donner aux Alliés toute l'assistance possible, elle n'aura servi qu'à profiter aux "scheemers', aux encaisseurs de dividendes, qu'à gonfler des bourses "aplaties" par le "crack" de l'immeuble et enfin à compromettre l'autonomie du Canada et à désorganiser sa vie économique.

On trouvera peut-être, cette appréciation bien sévère; pourtant les faits ne sont-ils pas là pour la justifier ?

N'est-ce pas la politique à courte vue de Sir Robert Borden, qui sans tenir compte des conditions particulières à notre pays, est allé promettre 500,000 hommes sur une population mâle, d'âge militaire de 1,500,000 ?

N'est-ce pas la politique à courte vue du gouvernement qui faisait dire à M. Meighen, un de ses membres les plus importants, qu'il fallait mettre plutôt le Canada en banqueroute que de laisser périr l'empire ?

N'est-ce pas la politique à courte vue du premier ministre qui l'a empêché d'inviter Sir Wilfrid Laurier, le chef du parti libéral, à faire partie du gouvernement ? N'eut-il pas été plus sage tant au point de vue national qu'au point de vue politique de convier le chef de l'opposition à faire partie du gouvernement militaire ?

N'est-ce pas aussi la politique à courte vue de Sir. Robert et de ses ministres qui leur a fait oublier d'organiser avec notre coopération militaire la coopération économique ?

Et de quel gâchis l'incompétence du gouvernement conservateur ne donne-t-elle pas de spectacle au peuple canadien ?

L'agriculture est abandonnée au profit de la fabrication des munitions. Le service des chemins de fer a été paralysé une partie de l'hiver. L'organisation militaire a commis bévues sur bévues. Aucune mesure n'a été prise pour que le peuple canadien ne soit pas exploité par les profiteurs de la guerre. Avec des ressources inépuisables le coût de la vie a atteint un niveau qu'aucune autre colonie anglaise n'a vu. Au lieu de faciliter l'échange des produits avec les Etats-Unis le gouvernement canadien a élevé une nouvelle barrière pour en empêcher l'entrée au Canada. Des hommes aucunement qualifiés autrement qu'au point de vue politique, ont eu la direction de services importants. Mais on pourrait accumuler haut comme ça, de preuves de l'incompétence du gouvernement conservateur.

Et que dire de la veulerie du premier ministre qui a laissé commettre les pires exactions à ses amis?

A-t-on jamais vu un pillage pareil des fonds publics? A-t-on vu au cours de notre histoire politique une époque plus fertile en scandales? Scandale du camp Valcartier, scandale du camp Borden, scandale des bottes militaires, scandale Allison, scandale des chevaux, scandale Garland et que d'autres encore dont on ne connaîtra l'énormité qu'après la guerre.

Et si l'on doute de ces avancés la correspondance de Sir Sam Hughes à Sir Robert Borden n'est-elle pas assez révélatrice? Il faut lire les terribles accusations portées par l'ancien ministre de la Milice contre son chef et ses collègues pour se rendre exactement compte de leur extrême gravité.

Si le premier ministre eut eu l'énergie voulue nous n'aurions pas eu à déplorer l'état de choses actuel dans notre pays.

Si le premier ministre n'eût pas été si veule il aurait vite mis fin aux intrigues qui se machinaient autour de lui.

Si le premier ministre eut eu la force de caractère voulue il se serait débarrassé de ceux qui, à la faveur de ces intrigues, ont organisé les gaspillages et la danse des millions.

Si le premier ministre eut été un homme à poigne il aurait empêché la main-mise sur notre organisation militaire par les autorités anglaises, comme Sir Sam. Hughes le lui reproche.

Si n'eut été la faiblesse de caractère de M. Borden on n'aurait pas vu les jaunes d'Ontario et les nationalistes de Québec conduire le pays presqu'à la guerre civile : la censure au lieu d'empêcher de faire connaître des choses ignorées de personne, eut coupé court aux articles incndiairss de Willison et de Bourassa.

S'il eut eu l'énergie qu'il fallait, M. Borden aurait fait nationaliser

les industries de guerre, plutôt que de les laisser entre les mains des profiteurs.

S'il eut eu tant soit peu de courage, le gouvernement aurait fixé le prix des vivres plutôt que de laisser les accapareurs pressurer la population.

Quand on considère tous les abus qui ont été commis et les conséquences qu'ils ont amenées, on ne peut s'étonner que des protestations se soient élevées ; que des dénonciations aient été faites.

Le parti conservateur a eu le grand tort d'avoir voulu tout accaparer. N'eut-il pas été plus raisonnable d'appeler dès le début de la guerre les hommes les plus éminents de tous les groupes pour coopérer au succès de notre participation militaire et économique ? Poser la question, c'est y répondre, ce me semble.

## FAUT-IL BLAMER L'ATTITUDE DU PARTI LIBERAL PENDANT LA GUERRE ?

Tandis que M. Bourassa, depuis le début de la guerre rabâche que le parti libéral doit être tenu pour aussi coupable que le parti conservateur quant à notre intervention, un ministre canadien-français, M. Albert Sévigny, parlant à Montréal le 14 avril, reproche à sir Wilfrid Laurier et à son parti d'avoir manqué de patriotisme en ne faisant pas assez et en fomentant l'agitation dans la province de Québec.

Il n'est donc pas sans intérêt dans le but de mieux éclairer l'opinion publique d'étudier brièvement quelle a été la position prise par le parti libéral pendant la guerre. Qu'on veuille bien se débarrasser de toute idée préconçue ; qu'on examine chacun des actes du parti libéral puis on jugera.

Une phrase du discours de Sir Wilfrid Laurier dès la première session de guerre peut résumer la politique qu'il entendait tenir avec son parti.

Le 19 août 1914, le chef de l'opposition déclarait à la Chambre des Communes que son parti allait se rallier au gouvernement pour que la participation du Canada à la guerre soit la plus efficace possible. Et pour qu'on ne doute pas de sa parole le chef du parti libéral proposa lui-même une trêve, et prêchant d'exemple, on le vit contremander les grandes réunions où devaient être discutées les questions politiques.

Sir Wilfrid Laurier et ses lieutenants n'en sont pourtant pas restés là. On les a vus parcourir le pays pour parler en faveur du recrutement. Dans Ontario aussi bien que dans le Québec, le chef du parti libéral est allé dire à ses jeunes compatriotes pourquoi ils devaient s'enrôler, pourquoi ils devaient offrir leurs bras à la défense de la grande cause du Droit et de la Justice.

On a aussi vu Sir Wilfrid Laurier et ses plus influents collaborateurs s'occuper de toutes les oeuvres de guerre.

Mais en même temps que le parti libéral contribuait de son influence et de ses activités au succès de notre participation, il considérait de son devoir de ne pas perdre de vue son rôle, qui est d'empêcher le gouvernement de se fourvoyer dans une entreprise aussi gigantesque. Et c'est pour n'avoir pas failli à ce rôle qu'aujourd'hui les ministres l'accusent de déloyauté.

On qualifie de déloyale et antipatriotique la critique judicieuse et saine des exactions plus que des actes du gouvernement.

M. Borden et ses ministres ont-ils cru que Sir Wilfrid Laurier en préconisant la trêve entendait leur donner un blanc-seing ? Mais l'électorat eut eu le droit à son tour de l'accuser d'avoir dérogé à son plus impérieux devoir de chef de l'opposition.

D'ailleurs, que voyons-nous au parlement anglais, au parlement français, au parlement italien? Où a-t-on vu qu'un parti ait abandonné son droit de critique? Lloyd George et Asquith, Churchill et Fischer au parlement anglais ont-ils jamais hésité à signaler au gouvernement, quel qu'il fût, ses erreurs et ses fautes? Au parlement français où tous les groupes sont ralliés par l'union sacrée, a-t-on vu le gouvernement laissé à sa propre initiative ?

Il faut donc être de bien mauvais compte pour imputer au parti libéral plutôt des motifs politiques que patriotiques dans l'exécution de son mandat comme parti de la loyale opposition.

---

Considérons donc quel a été le résultat de l'attitude du parti libéral.

Nous l'avons dit, d'une part M. Bourassa fait un crime de lèse-autonomie à Sir Wilfrid Laurier et à ses partisans d'avoir trop condescendu aux demandes du gouvernement; et d'autre part les ministériels dénoncent à la vindicte publique le parti libéral pour avoir osé critiquer les actes du gouvernement.

A M. Bourassa un homme de bonne foi et non prévenu répondra que c'était le devoir de l'opposition de coopérer avec le gouvernement dans la participation du Canada à la guerre; un homme tant soit peu au courant des actes et des déclarations de Sir Wilfrid Laurier et de ses lieutenants, devra dire à M. Bourassa: "Il n'est pas vrai" (comme dirait un des 93 intellectuels allemands) que le parti libéral a fait cause commune avec le parti conservateur pour pousser inconsidérément le pays dans un désastre pour en empêcher un autre.

M. Bourassa peut-il nous dire quand est-ce que Sir Wilfrid Laurier a approuvé l'envoi de 500,000 soldats canadiens sur le champ de batailles ?

M. Bourassa peut-il encore nous affirmer que sir Wilfrid Laurier aie donné carte blanche au gouvernement ?

M. Bourassa niera-t-il que dès le début de la guerre, sir Wilfrid Laurier et ses partisans ont prévenu le gouvernement d'être prudent et de bien envisager toutes les conséquences de notre participation à la guerre ?

M. Bourassa oserait-il soutenir que jamais sir Wilfrid Laurier et son parti ont dénoncé les extravagances, les malversations, les abus qui ont été révélés au cours des enquêtes instituées à la demande même de l'opposition ?

A quoi bon d'ailleurs prolonger ce questionnaire. A chacune de ces interrogations, quand M. Bourassa tenterait de répondre, les ministres viendraient lui donner la réplique en proclamant :

C'est la faute de Laurier si le scandale des fournitures militaires a été mis à jour ;

C'est la faute de Laurier, si l'électorat a eu la révélation stupéfiante des commissions payées à des amis politiques ;

C'est la faute de Laurier si le peuple s'est ému à l'augmentation du coût de la vie, puisque Laurier persistait à réclamer la détaxe sur les produits alimentaires ;

C'est la faute de Laurier si les méthodes de recrutement et leurs conséquences ont été dévoilées ;

C'est la faute de Laurier si le peuple a été mis à même de juger de l'incompétence du gouvernement pour l'exécution d'un aussi vaste programme ;

C'est la faute de Laurier si le pays tout entier est dégoûté de l'administration actuelle.

Je comprendrais que M. Bourassa eut eu raison si le parti libéral, renonçant à toutes ses prérogatives, avait délivré au gouvernement un "laisser faire" ; il n'existe rien de tel et il suffirait de parcourir les comptes rendus des débats parlementaires pour démontrer que jamais l'opposition s'est départie de son droit de contrôle des actes du gouvernement.

## COMMENT ASSELIN FONDATEUR DU NATIONALISME A COMPRIS LE DEVOIR DU CANADA.

Un jour de l'automne de 1915, je vis entrer dans mon bureau mon ami Olivar Asselin ; comme bien on pense je n'eus rien de plus empressé que de lui demander ce qu'il y avait de nouveau.

—Du nouveau, me répondit-il avec un air de mystère, il y en a et du grand et tu es un des premiers à l'apprendre.

—Mais que se passe-t-il de si extraordinaire ? lui demandai-je anxieux.

—Il se passe, mon vieux, que je m'enrôle....

—Comment tu t'enrôles ? Mais que vont dire M. Bourassa et tous tes amis nationalistes ?

—Oh ! ils diront ce qu'ils voudront, et moi-même, dans une grande réunion publique au Monument National, je dirai "pourquoi je m'enrôle."

Et ici Asselin me raconta avec force détails toutes les démarches qu'il avait faites dès le début de la guerre pour entrer dans la Légion Etrangère de l'armée française et quels obstacles il eût à surmonter pour vaincre des obstinations intempestives de certains chefs militaires.

Enthousiasmé, se promenant de long en large dans mon cabinet de travail il m'exposa tout son projet. DesRosiers et DeSerres revenaient du front pour prendre la direction du régiment nouveau ; un comité civil composé des citoyens éminents de notre ville allait se mettre au travail pour recueillir des fonds, etc.

— Vous ne pensez donc pas comme M. Bourassa, me suis-je permis de lui demander.

— Il y a longtemps que je ne pense plus comme lui, s'empressa de me répondre le Major Asselin, et dans la conférence que je ferai au Monument National je dirai franchement toute ma pensée à M. Bourassa et à ceux qui pensent encore comme lui.

Dans quelques phrases, Asselin dessine alors les grandes lignes de sa conférence ; m'énumère les motifs de sa décision ; me fait ressentir une émotion bien vive en me racontant la lutte qu'il eut à soutenir en son âme entre ses principes anciens et ses idées nouvelles; "entre ses plus légitimes rancunes et les exigences soudaines de son coeur."

Asselin mettait à me dire toutes ces choses tant de passion et tant d'enthousiasme qu'il m'eut compté parmi ses premières recrues, si une malheureuse myopie et une vieille affection cardiaque ne m'avaient déjà rangé au nombre des "military unfit" et que des obligations de famille ne m'avaient retenu à mon foyer.

En le quittant je souhaitai à mon ami le plus éclatant succès, et combien je fus heureux d'assister à la formation du 163e, le bataillon des "Poil-aux-pattes" comme Asselin l'avait déjà nommé.

A mon grand regret je ne puis reproduire ici les passages les plus saillants de la conférence de M. Asselin qui dit pourquoi il s'est enrôlé; il me suffira d'en citer les conclusions pour mieux permettre à ceux qui voudront me lire de comparer l'attitude du fondateur du parti nationaliste avec celle du chef nationaliste actuel.

M. Asselin s'est enrôlé parce que **"les institutions britanniques valent la peine qu'on se batte pour elles."**

Parce qu'il chérit et vénère **"les principes de liberté collective et individuelle qui sont la base de la constitution anglaise" )**

Parce que lui, **Canadien-français, s'il était persécuté, c'est vers l'Angleterre qu'il se tournerait pour demander justice.**

M. Asselin s'est enrôlé parce que **la Belgique ensanglantée agonise, et que devant certains crimes, aucun homme n'a le droit de rester impassible.**

M. Asselin s'est enrôlé parce que **le monde ne peut se passer de la France ;** et il ajoutait :

**"Nous allons nous battre pour la France comme nos pères allaient se battre pour le Pape en 1869 : parce que, dans un âge où l'accroissement subit de la richesse économique a partout fait crever comme autant d'abcès la cupidité l'égoïsme, l'envie et la haine, la France, victorieuse après l'épreuve qu'elle traverse en ce moment, ne disons pas : la France régénérée, — la France recueillie, la France grave, sans peur et sans haine, abaissant son glaive et laissant déborder de son sein fécond sur le monde "le lait des humaines tendresse" sera plus que jamais nécessaire à l'humanité."**

En parlant ainsi, le major Asselin n'exprimait-il pas la pensée de tous ses compatriotes qui ont encore au coeur la flamme d'un véritable amour de la Justice et de la Liberté ; ne traduisait-il pas les sentiments de tous ceux qui gardent encore un culte pour la France, une estime pour l'Angleterre et

une sympathie vive pour un aussi noble peuple que le petit peuple belge ?

N'est-ce pas que les motifs du major Asselin sont bien ceux des âmes nobles et grandes, qui considèrent qu'une nation n'a pas le droit de vivre seulement sa vie quand d'autres sont sur le point de perdre la leur.

Le nationalisme d'Asselin est celui qui se rapproche le plus du vrai patriotisme de Sir Wilfrid Laurier ; c'est, comme l'écrivait un jour M. Ernest Seillière, de l'Institut de France, "un nationalisme légitime qui se complètera d'un internationalisme prudent ; non pas, certes, de cet internationalisme utopique et révolutionnaire dont les revendications prématurées vont précisément à l'encontre des desseins qu'il affiche, mais d'un internationalisme clairvoyant, qui observe sans parti pris le spectacle du monde et qui accepte franchement la leçon des faits nationaux. Pas plus qu'aux individus, il n'est sain aux groupes nationaux de vivre solitaires de s'enfermer dans quelque grande muraille contre les influences ou les suggestions du dehors."

C'est ainsi que j'ai toujours compris le nationalisme sincère et modéré, et c'est celui que le major Asselin m'a enseigné.

## LE CANADA POUVAIT-IL D'AILLEURS RESTER NEUTRE?

Chaque fois que M. Bourassa a parlé de notre intervention il s'est obstiné à dire qu'en entrant dans le conflit, c'est à une guerre de l'Angleterre que nous allions participer.

Le 8 septembre 1914, dans un article fameux publié dans le **Devoir,** le chef nationaliste a formulé toute sa doctrine : on me permettra de citer ici le passage le plus important de cette énonciation de principes, on verra bien la méthode du 'grand écrivain" :

**"A ceux de mes amis qui me demandent avec angoisse, si j'approuve aujourd'hui ce que je prévoyais et condamnais dès 1899, la participation du Canada aux guerres de l'Angleterre, "étrangères" au Canada. Je réponds sans hésiter. NON.**

**"Le Canada, dépendance irresponsable de la Grande-Bretagne, n'a aucune obligation morale ou constitutionnelle 'ni aucun intérêt" dans le conflit actuel.**

**La Grande-Bretagne y est entrée de son chef, en conséquence d'une situation internationale où elle a pris position pour la seule sauvegarde de ses intérêts, sans consulter ses colonies et sans égard à leur situation ou à leurs intérêts particuliers.**

**"Le territoire canadien n'est nullement exposé aux attaques des nations belligérantes. NATION INDEPENDANTE le Canada serait aujourd'hui en parfaite sécurité. Les dangers fort lointains que son commerce peut courir RESULTENT DU FAIT QUE LE CANADA EST POSSESSION BRITANNIQUE et QU'IL SUBIT FORCEMENT LES CONTRECOUPS d'une politique dont la Grande-Bretagne est seule maîtresse et d'une intervention dont les autorités britanniques sont seules responsables. C'est donc le devoir de l'Angleterre de défendre le Canada et non celui du Canada de défendre l'Angleterre...**

**EN DROIT et EN FAIT, le Canada, colonie britannique, n'avait donc aucune raison directe d'intervenir dans le conflit. Il EN AVAIT DE TRES GRAVES DE S'ABSTENIR ; et l'avenir se chargera de démontrer, trop durement peut-être, que son intervention militaire, PEU EFFICACE POUR LES NATIONS EN GUERRE aura des conséquences désastreuses pour lui."**

On s'ingénierait à accumuler un monceau de faussetés et d'inepties comme ce simple passage de l'article de M. Bourassa qu'on n'y arriverait pas.

M. Bourassa veut donc absolument faire croire que cette guerre dans laquelle sont engagées dix-neuf nations n'est qu'une guerre de l'Angleterre?

M. Bourassa veut donc faire supposer que l'Angleterre ne pense qu'à **la sauvegarde de ses intérêts;** mais dans ce cas n'eut-elle pas mieux fait

s'abstenir et de dire à l'Allemagne de régler son affaire avec la France et la Russie?

Et quel crime d'ailleurs peut-il y avoir pour une nation de **sauvegarder ses intérêts**; n'est-ce pas plutôt son devoir? M. Bourassa prétend donc qu'en intervenant c'est à la défense de l'Angleterre que le Canada est allé.

M. Bourassa ose même écrire que le **Canada, nation indépendante, serait aujourd'hui en parfaite sécurité.**

M. Bourassa parle aussi des **dangers fort lointains que son commerce peut courir.**

.M. Bourassa va jusqu'à dire que le Canada avait **de très graves raisons de s'abstenir.**

M. Bourassa semble se moquer de nos soldats avec mépris quand il parle de notre intervention militaire **peu efficace pour les nations en guerre ;** mais il semble qu'à Ypres, à Langemark, à Saint-Julien, à Courcelettes et à Vimy, l'intervention militaire du Canada ait été jugée assez efficace, sinon par M. Bourassa, au moins par la France et l'Angleterre, et disons même par l'Allemagne.

,C'est à M. Bourassa, qui ne voit que l'Angleterre et l'empire dans cette guerre, que Sir Wilfrid Laurier répondait quand, le 8 février 1916, il déclarait à la Chambre des Communes :

**"On rencontre aujourd'hui des gens qui se moquent à la seule pensée que le Canada emploie ses ressources pour défendre l'empire. Monsieur l'Orateur, qui donc parle de l'empire aujourd'hui ? Il est d'autres choses plus grandes encore que l'empire, tout grand qu'il soit. La civilisation l'emporte sur l'empire, et c'est la civilisation qui est en jeu. Qui peut nier, qui peut douter, en face des affirmations et des prétentions des auteurs allemands, en face des vantardises de leurs facultés savantes, corroborées par les déclarations brutales de leurs chefs militaires, que si l'Allemagne remporte la victoire, celle-ci marquera la fin de tout ce que nous tenons pour sacré? Qui peut douter que cette victoire serait la fin de cette liberté individuelle, de cette indépendance de pensée et d'action, que tous les citoyens des pays britanniques estiment plus que la vie elle-même? Je me fais l'écho d'un manoeuvre de Liverpool qui, discutant la question épineuse du service obligatoire, en disposait ainsi : "Si l'Allemagne triomphe, rien n'importe plus." De toute la sincérité de mon âme et du plus profond de mon coeur; je déclare que, si l'Allemagne devait être victorieuse, je demanderais à la Providence de me fermer les yeux à l'aube de ce jour néfaste."**

Voilà ce que disait en Chambre celui que le chef nationaliste, avec haine, appelait un "valet de l'empire."

Mais c'est nous attarder inutilement que d'apporter ici le témoignage aussi éloquent et aussi sincère que celui de l'illustre chef du parti libéral ; il vaut mieux prendre à témoin le président Wilson, un homme pour qui le fétiche nationaliste n'avait pas assez d'éloges pour glorifier la sagesse avant qu'il eut déclaré la guerre à l'Allemagne.

Le "Devoir" a publié le texte intégral du discours de M. Wilson au Congrès, le 2 avril.

Voyons donc ce que le président des Etats-Unis pense de la guerre actuelle ; son aveu vaudra bien celui de M. Bourassa.

**La guerre sous-marine allemande actuelle contre le commerce est une guerre contre l'humanité ; c'est une guerre contre toutes les nations. Des navires américains ont été coulés, des vies de citoyens américains ont été détruites par des moyens qui ont révolté le monde ; mais les navires et la vie des citoyens d'autres nations neutres et amies ont aussi été détruits de la même manière.**

**"Il n'y a eu aucune distinction. Le défi a été lancé à toute l'humanité. Chaque nation doit décider elle-même comment faire face à ce défi. Le choix que nous devons faire nous-même doit être fait avec la modération dans nos délibérations et le calme jugement qui siéent à notre caractère et à nos motifs comme nation. Nous devons mettre de côté tout sentiment de précipitation. Notre motif d'agir ne sera pas l'esprit de revanche ou l'as-**

**sertion victorieuse, de la puissance de la nation, mais seulement celui de la revendication de nos droits, des droits du genre humain dont nous ne sommes qu'un des champions.**

Si donc les Etats-Unis se sont vus forcés de relever le défi lancé à l'humanité par l'Allemagne, pourquoi le Canada se serait-il abstenu?

Comme les Etats-Unis le Canada n'avait-il pas aussi des droits à revendiquer, avec les droits du genre humain ?

Si le Canada était resté en dehors du conflit aurait-il été mieux traité sur les mers que les Etats-Unis, que l'Espagne, que la Hollande, que la Suède, que le Danemark, que la Norvège, tous pays neutres ?

Finissons-en donc et affirmons donc que non seulement le Canada se devait d'intervenir, mais qu'il ne pouvait même pas s'abstenir et ici encore nous avons le témoignage de M. Wilson, proclamant au monde entier que la neutralité devait cesser.

Citons encore le texte reproduit par le **Devoir** du 3 avril.

**La neutralité n'est plus pratique ni désirable où la paix de l'univers et la liberté des peuples sont en jeu et la menace à ces deux choses gît dans l'existence des gouvernements autocratiques appuyés par une force organisée contrôlée entièrement par leur volonté et non par celle du peuple. Nous avons vu l'impraticabilité de la neutralité dans ces circonstances.**

**Nous sommes au début d'une ère dans laquelle on insistera sur l'observation parmi les nations et leurs gouvernements de la même ligne de conduite et du même sens de responsabilité au sujet du mal accompli qui sont observés entre les individus des Etats civilisés. Nous n'avons aucune querelle avec le peuple allemand. Nous n'avons à son égard que des sentiments de sympathie et d'amitié. Ce n'est pas sous son impulsion que son gouvernement est entré en guerre. Ce n'est pas avec sa connaissance ou son approbation préalables. Ce fut une guerre décidée comme les guerres avaient coutume de l'être, en ces jours malheureux d'autrefois, alors que les peuples n'étaient jamais consultés par leurs souverains et que les guerres étaient suscitées et dirigées dans l'intérêt des dynasties ou de petits groupes d'hommes ambitieux qui étaient habitués à se servir de leurs semblables comme d'instruments ou de jouets.**

**Des nations qui se gouvernent elles-mêmes ne remplissent pas des Etats voisins d'espions ou bien n'établissent pas un tissu d'intrigues pour créer une situation critique et avoir la chance d'attaquer et de faire des conquêtes. De pareils desseins ne peuvent être mis à exécution avec succès qu'en cachette et là où personne n'a le droit de poser des questions. Des plans habilement conçus de tromperie ou d'agression, transmis peut-être de génération en génération, ne peuvent être réalisés et tenus secrets que dans le secret des cours ou par les confidences soigneusement gardées d'une classe étroite et privilégiée. Cela est heureusement impossible là où l'opinion publique commande et réclame des informations complètes sur toutes les affaires de la nation.**

Quand un Canadien sincère et débarrassé de tout préjugé lit une déclaration aussi précise et aussi catégorique peut-il vraiment hésiter à proclamer que le Canada aussi, issu de la France et de l'Angleterre, menacé comme tous les peuples de la terre, que le Canada, dis-je, devait intervenir selon ses moyens pour sauver la civilisation?

# II. — COMMENT M. BOURASSA A SERVI L'ALLEMAGNE DEPUIS LA GUERRE

Au collège où j'ai fait mes études la "Société de discussion", à laquelle j'appartenais entendit un jour un grand débat sur le sujet suivant : "Des deux, laquelle faut-il préférer de l'épée ou de la plume ?" On croit bien que nos jeunes humanistes et rhétoriciens pérorèrent de leur mieux pour faire triompher tout à la fois l'épée et la plume ; mais le directeur de la société, homme aux moeurs pacifiques, appelé à trancher le débat, se prononça en faveur de la plume contre l'épée.

Il semble qu'aujourd'hui, après ce que nous voyons dans la grande guerre, on ne saurait ainsi faire de préférence ; il ne saurait être question de séparer la plume de l'épée ; ces deux armes vont maintenant ensemble, puisque autant l'épée fait la conquête des territoires, autant la plume fait la conquête des cerveaux et des coeurs. Dans cette guerre la plume aura remporté d'aussi éclatantes victoires que l'épée. L'épée allemande a pû s'emparer de bien des pays, mais la plume française a rallié à sa cause bien des peuples.

C'est pourquoi on a vu les nations en guerre enrégimenter aussi bien leurs écrivains que leurs soldats. Tandis que là-bas sur les champs de bataille l'épée fait la guerre meurtrière, à l'arrière la plume mène le combat de l'idée. Avec les grosses pièces d'artillerie qui sèment la mort et déchirent la terre en y engloutissant les combattants, les nations belligérantes ont aussi leurs organisations formidables de presse qui pourchassent le mensonge, sèment la vérité, rétablit les positions perdues dans le coeur des individus aussi bien que des nations.

Dans le domaine intellectuel, aussi bien que sur la ligne du front les forces en présence soutiennent un feu nourri. Les ruses sont déjouées, les pièges découverts, toutes les ressources de la stratégie mentale sont mises à contribution.

La campagne de presse complète l'action militaire ; elle relève les courages ; entretient les espoirs ; dissipe les incertitudes ; raffermit les hésitations ; elle fait "tenir les civils". La lutte s'organise autour de l'opinion neutre et la contre-offensive menée serrée répond à l'offensive préparée avec les plus grands artifices.

C'est la plume autant que l'épée, c'est la voix des grands orateurs autant que celle du canon qui ont ébranlé l'opinion neutre et qui l'ont fait passer du côté allemand dans les rangs de l'Entente.

Il est donc du plus haut intérêt de considérer comment au Canada a été poursuivie la guerre par la plume et c'est ainsi que nous serons amenés à voir la position prise par M. Bourassa, écrivain et tribun.

## LA PROPAGANDE ALLEMANDE DANS LES PAYS NEUTRES

Quand l'Allemagne, il y a de cela nombre d'années déjà, eût décidé de déchaîner sur le monde la plus affreuse des guerres elle ne se contenta pas de mobiliser ses forces militaires et industrielles ; elle appela aussi bien sous les drapeaux les hommes de plume que les hommes d'épée.

Comme le disait un jour Mgr Baudrillart, "de puissantes organisations de presse et de publicité portant partout le mot d'ordre de l'état-major et du gouvernement allemands, avaient couvert de leur réseau aux mailles serrées — et dorées — l'Italie, l'Espagne, les Etats balkaniques, les Etats scandinaves, la Hollande, la Suisse et les deux Amériques."

Qui ne se rappelle l'entrée dans le conflit des fameux 93 intellectuels, allemands ? Qui n'a entendu parler de l'agence Wolff ? Qui n'a pas lu les dépêches tendancieuses de l'agence de nouvelles d'Outre-mer ? Ce ne sont là que quelques-unes des organisations allemandes.

Les Boches ont poursuivi de par le monde la guerre intellectuelle avec autant d'acharnement que la conquête territoriale. Leurs attaques ont été aussi brusquées, aussi habilement conduites et c'est au point, qu'en certains pays, on a vu l'Allemagne recueillir des sympathies. Quel mal n'a pas fait à la France, à l'Angleterre, à la Russie la propagande allemande en Espagne,

en Hollande, en Suisse, en Scandinavie, en Amérique du Sud ? Il serait trop long de le démontrer.

Les nations de l'Entente avaient malheureusement été trop confiantes dans leur bon droit et quel fut leur étonnement quand leurs hommes d'Etat aussi bien que leurs hommes d'Eglise s'aperçurent du peu de sympathie dont elles étaient l'objet et même de la méfiance qu'on avait pour elles.

Cela tenait surtout à la campagne de presse de la Germanie.

## LES METHODES DE LA PROPAGANDE ALLEMANDE EN PAYS NEUTRES

A lui seul le célèbre manifeste des intellectuels allemands constituerait le plus bel échantillon des méthodes employées par la Germanie pour s'assurer de l'appui des pays neutres. Est-il dans l'histoire un pareil tissu de mensonges, de calomnies. C'est au dire de Jorgensen, un ami de l'Allemagne, du "420 spirituel".

En peu de lignes on peut définir les procédés de polémique des écrivains allemands, et un publiciste français, M. Henri Albert les a justement dénoncés : "Embrouiller les événements, confondre les dates, passer sons silence les témoignages les plus authentiques, telle fut toujours la méthode de discussion de nos adversaires."

Comme la diplomatie allemande, la propogande ne connaît pas de loi. Et au service de la "Vérité allemande", le Kaiser a mis tout "l'appareil de l'érudition allemande". La propogande allemande a employé les mêmes engins que l'armée boche ; comme elle aussi, et s'est fait fi des lois de l'honneur. Comme la soldatesque avait recours aux gaz asphyxiants, les plumitifs teutons ont usé du mensonge pour empoisonner l'opinion des neutres; comme les officiers allemands pour vaincre la résistance des civils avaient mis en oeuvre toutes les ressources de la cruauté la plus inouie, les journalistes boches ont joué de l'intimidation pour effrayer les neutres; comme l'état-major allemand avait fait des promesses aux populations apeurées, les banquiers germains ont fait sonner leurs pièces d'or devant les neutres éblouis.

Même auprès des sujets des nations de l'Entente l'Allemagne a usé des procédés les plus bas. N'est-elle pas allée jusqu'à fomenter la révolte en Irlande, et aux Indes? n'a-t-elle pas tenté d'ameuter les tribus au Maroc ? Ne l'a-t-on pas vu essayer de souiller l'honneur de la Belgique par des promesses infâmes et de faire douter de son honorabilité par de honteuses diffamations? Jusque dans l'intimité du tzar Nicolas, n'a-t-on pas vu l'Allemagne organiser l'espionnage et la dénonciation ?

A quoi bon insister autant ? Mes lecteurs sont trop au courant des perfides menées de Guillaume et de ses sbires à plume et à pointe pour s'attarder plus longtemps à montrer le rôle infâme joué dans le monde par cette engeance maudite.

Mais il fallait rappeler ces procédés des Boches pour les comparer à ceux du chef nationaliste. En étalant les uns on pourra mieux apprécier les autres.

## LA PROPAGANDE GERMANOPHILE DE M. BOURASSA ET SES METHODES

Voulant détourner son pays des nations qui s'étaient constituées les défenseurs du Droit, de l'Honneur, de la Civilisation, M. Bourassa n'eût qu'à employer les procédés de ses amis et on le varra, comme eux "embrouiller les faits, confondre les dates, passer sous silence les témoignages les plus authentiques" ; user du mensonge et de la diffamation ; recourir à l'intimidation et comme dernière ressource presque fomenter la révolte.

Dieu me garde d'exagérer l'attitude prise par le directeur du **"Devoir"**, et pour ne pas dépasser la mesure je me contenterai de mettre devant mes lecteurs les pièces justificatrices.

**Embrouiller les faits** a été surtout l'habileté de notre grand dialecticien. J'ai déjà démontré au chapitre précédent, comment il s'y prenait.

Quand toutes les sommités civiles, religieuses et militaires des grandes

nations viennent dire que c'est pour sauver la civilisation qu'elles ont convié le Canada à se joindre à elles, M. Bourassa, lui, prétend et se fatigue les méninges à démontrer que c'est pour l'Angleterre que le Canada combat.

Quand les chefs politiques et ecclésiastiques de l'Entente proclament que l'Angleterre est entrée dans le conflit, pour sauver la Belgique et aider la France, M. Bourassa, lui, soutient que c'est pour la sauvegarde de ses intérêts.

Aux écrivains, aux hommes d'Etat et d'Eglise, qui disent que le grand ennemi de l'humanité c'est le militarisme et le pangermanisme allemands, M. Bourassa, lui, répond que c'est l'anglo-saxonisme.

A tous ceux qui demandent au Canada de faire son effort pour mettre fin à l'impérialisme allemand, M. Bourassa riposte en les adjurant de démolir avant tout l'impérialisme anglais.

Qu'on vous dise que la France s'est levée pour défendre la Belgique et pour lui aider à faire respecter la parole jurée, et M. Bourassa vous dira que c'est pour reprendre l'Alsace et la Lorraine que la France se bat.

Allez prétendre que la Russie a sorti son épée du fourreau pour punir l'Autriche de vouloir écraser la Serbie, et vous entendrez M. Bourassa vous affirmer que la Russie ne veut rien autre chose dans cette guerre que l'expansion du panslavisme et la conquête de Constantinople.

Si vous vous apitoyez sur le martyre de la Belgique, M. Bourassa n'unira pas sa sympathie à la vôtre et trouvera des mots pour dire qu'en somme tous les pays du monde, et l'Angleterre la première, ont fait autant que l'Allemagne..

Veut-on maintenant des preuves des assertions de M. Bourassa; on n'a que l'embarras du choix tant elles sont nombreuses.

Dans le "Devoir" du 17 juin 1916, on lit une lettre de M. Bourassa à M. Maurice Hodent de Paris. Voici comment le directeur du "Devoir" juge l'entrée de l'Angleterre dans le conflit:

**" Elle (l'Angleterre) a réussi à entraîner le Canada et les autres pays autonomes de l'Empire dans cette guerre non pas pour assurer le salut de la France et la liberté des petits peuples, mais pour imposer au monde l'anglo-saxonisme."**

Dans la même lettre M. Bourassa écrit :

**L'écrasement de l'Allemagne ne voudra pas dire seulement le triomphe de la France, mais aussi celui de la Russie et de l'Angleterre."**

Le 18 janvier 1916, M. Bourassa ne disait-il pas dans son journal :

**" Le joug anglais n'est pas plus légitime que le joug allemand."**

Ou encore :

**" Le militarisme anglais, aussi aveugle, aussi dominateur, aussi étroit que le militarisme allemand."**

C'est encore embrouiller les faits que d'affirmer comme M. Bourassa que la participation du Canada a été forcée. ("Devoir", 7 oct., 1916.)

A M. Hodent M. Bourassa disait encore :

**" Ce n'est qu'à partir du jour où l'Angleterre a vu dans l'Allemagne une rivale possible de sa puissance maritime et économique qu'elle s'et tournée du côté de la France et de la Russie pour combattre les prétentions arrogantes de l'Allemagne."**

Toujours à M. Hodent, M. Bourassa déclare :

**" Nous savons trop à quoi nous en tenir, nous, sur la pensée inspiratrice de la politique impériale anglaise, sur ses tendances et ses procédés, pour ne pas nous rebiffer contre toutes les phrases à effet sur la civilisation, la liberté des peuples et le respect des traités lorsque ces phrases sont débitées par des bouches anglaises. .Comment l'Empire britannique s'est-il édifié ? Par la conquête et la spoliation, par le mépris des traités, du droit des gens et de la liberté des peuples.**

La France qui fut toujours champion du Droit ne trouve pas grâce devant M. Bourassa ; lisez plutôt ce qu'il dit encore à M. Hodent :

**" A leurs yeux (les Français) la guerre est surtout une guerre franco-allemande et la conséquence de la conquête de 1870."**

On trouvera plus loin dans mes lettres au **Canada,** ce qu'il faut aussi penser de l'affirmation de M. Bourassa quant à la Russie.

**Passer sous silence les témoignages les plus authentiques** est surtout le faible de M. Bourassa. Parcourez toute la série de ses articles et de ses discours depuis la guerre et vous vous rendrez compte encore mieux de sa façon de procéder. Il vous apportera bien le témoignage d'un nommé Morel, mais c'est celui d'un homme compromis dans toute l'Angletere. Il vous donnera l'opinion d'un nommé Curtis comme celle d'un grand homme mais Curtis avouera qu'il ne représente personne autre que lui-même. Le directeur vous amènera encore le témoignage du vicomte Bryce, de lord Roberts, de lord Beresford, mais il aura eu le soin de n'en citer qu'un bout de phrase détaché du contexte.

Vous lirez encore dans le **Devoir** l'opinion de tel ou tel homme public anglais, d'un écrivain hindou, d'un publiciste russo-juif, mais il prendra bien garde de donner leurs noms.

Il ira jusqu'à se réclamer du témoignage de Benoît XV, mais ce ne sera qu'un extrait d'une lettre, dont le texte condamnerait les avancés de M. Bourassa.

Il recourra à des déclarations des évêques canadiens, mais il en élaguera les passages qui pourraient le compromettre.

**Le mensonge et la diffamation** ont été des armes favorites pour le directeur du **Devoir.** Dans chacun de ses articles on en lit presqu'à chaque paragraphe. C'est un mensonge qu'il fait quand il déclare que notre participation à la guerre a été forcée. C'est un mensonge qu'il profère quand il prétend que c'est la Russie qui a fait déclarer la guerre. C'est encore un mensonge qu'il écrit quand il affirme que la France ne se bat que pour la conquête de ses provinces perdues.

C'est de la diffamation que fait le directeur du **Devoir** quand il accuse l'épiscopat canadien d'être l'instrument de l'impérialisme anglais ; c'est de la diffamation encore que de dénoncer sir Wilfrid Laurier comme un valet de l'empire. Et que d'autres exemples je pourrais encore citer.

**L'intimidation** a aussi été une des ressources de M. Bourassa. Que de fois il a écrit et répété que l'entrée du Canada dans la guerre signifierait la perte de notre autonomie, et de notre liberté ; que notre intervention nous amènerait la ruine et tous les fléaux.

**La révolte** a encore trouvé dans le directeur du **Devoir** un apôtre des plus zélés. Jamais depuis la guerre, M. Bourassa a tant parlé de l'indépendance du Canada ; jamais il n'eut plus d'éloges pour Casement qui a payé de sa tête sa lâche trahison jamais il n'a écrit et dit autant d'invectives à l'adresse de l'Angleterre et eut tant de sarcasmes pour ceux qui prêchaient l'union et l'harmonie des races au Canada.

N'est-ce donc pas la méthode allemande que le chef nationaliste emploie depuis trois ans pour nous détacher de l'empire? Et s'il eut fallu le prendre au sérieux n'y a-t-il pas longtemps que le lien britannique aurait été rompu?

## COMMENT M. BOURASSA TRAITE LES ALLIES ET L'ALLEMAGNE

Afin qu'on voit mieux la tactique de M. Bourassa il est bon de rappeler comment il s'est toujours comporté vis-à-vis des alliés. Nous aurons ainsi un dossier plus complet et nous courrons moins de danger d'encourir les démentis des scribes nationalistes. Avec ces gens là il ne faut pas être en reste.

**M. Bourassa et l'Angleterre** — C'est l'Angleterre qui a eu la plus grosse part des invectives de M. Bourassa. Nous en avons déjà donné quelques échantillons; complètons notre recueil:

**Pour nous, l'ennemi, l'ennemi constant, c'est l'anglo-saxonisme. Nous trouvons odieux qu'on exploite la sympathie instinctive des Canadiens-français pour la France afin de nous assujéttir davantage à l'impérialisme britannique. Voilà pourquoi, en combattant l'impérialisme anglais, nous sommes forcés de dénoncer tout ce qu'il y a d'excessif dans le plaidoyer perfide que l'on fait chez nous pour la France. Du reste, vous reconnaissez vous-même, je le note avec satisfaction, que les Canadiens-français n'ont aucune obligation nationale particulière envers la France.**
Le **Devoir,** 17 juin 1916.)

**" Le gouffre béant du militarisme et de l'impérialisme britanniques aussi redoutables, aussi injustifiables que l'impérialisme et le militarisme germaniques. (Devoir,** 18 janv. 1916.).

**" Le joug anglais n'est pas plus légitime que le joug allemand."** (Conf. pour le 5ème anniversaire du **Devoir,** p. 44). **Parce que nationaliste convaincu, nationaliste canadien et nationaliste britannique, j'affirme aujourd'hui que c'est notre droit et notre devoir de combattre l'impérialisme anglais comme l'impérialisme allemand. (p.** 45).

—**'La rupture du lien britannique serait un bienfait."** (Hier, aujourd'hui, demain, p. 126).

—**" Tout ce que le Canada aurait à faire, pour affirmer son indépendance, serait de notifier à l'Angleterre et aux nations étrangères qu'il prend possession de son héritage et qu'il entend désormais traiter d'égal à égal avec les autres peuples majeurs. .Il ne lui resterait qu'à nommer ses plénipotentiaires et ses consuls."**

—**" La déclaration d'indépendance serait donc la moins révolutionnaire des solutions.'**

**"Aucune race n'a le droit de dominer le monde, pas plus l'Angleterre que l'Allemagne. La tyrannie qu'exerce l'Angleterre sur les petites républiques boers et sur l'Irlande ainsi que sur la race canadienne-française est comparable à celle qu'exerce actuellement l'Allemagne sur la Belgique, car toute petite nation a l droit de vivre et n'allez pas prétendre que le joug allemand sera plus lourd à porter que le joug anglais."** (Paroles **prononcées le 14 janvier 1915 au Monument National à Montréal.)**

**'Contester aux Sud-Africains le droit de reconquérir leur liberté à la première occasion favorable, c'est nier aux Belges, aux Alsaciens, aux Polonais, le droit de secouer le joug allemand, autrichien ou moscovite. La conquête du Transvaal et de l'Orange porte tous ces traits les plus odieux que l'on reproche avec raison aux spoliateurs de la Belgique" — (Devoir 24 juin 1915.)**

**"Le péril qui nous menace, qui menace toute la culture française de ce continent, ce n'est pas le militarisme allemand, c'est le mercantilisme anglo-saxon. L'influence insidieuse qui mène en Amérique la pensée et l'action catholique, ce n'est pas le philosophisme Nietzchéen c'est l'agnosticisme anglo-protestant. C'est par là que le conflit des religions se rattache à la lutte entre le nationalisme et l'impérialisme."** . (31 janvier 1916)

**"Allons donc! Quand l'Angleterre est entrée dans le conflit actuel, elle s'y est lancée dans son intérêt seulement. La défense du territoire belge n'a été qu'un facteur secondaire de son intervention. Je n'en veux d'autre preuve que la façon dont Londres a considéré la violation du duché du Luxembourg. L'Angleterre, alors, n'a pas bronché, parce que ses côtes ne se trouvaient pas par là menacées, tandis que la Belgique, au contraire, se trouvaient à lui servir de boulevard et de rempart.** (M. Bourasa à Nicolet, **le 30 sept.,** 1916)

J'ai assez apporté de preuves, ce semble pour ne pas être accusé d'être injuste envers M. Bourassa quand je prétends que c'est à l'Angleterre qu'il a voué la haine la plus violente et décoché les traits les plus incendiaires. Pas n'est besoin d'insister.

**M. Bourassa et la France.** — Le chef nationalite n'a pas montré plus de sympathie pour la France qu'il a dénoncée comme une nation athée.

Voyons donc un peu ce qu'il pense de notre ancienne mère-patrie.

Chaque fois que des orateurs ou des publicistes canadiens ont demandé à nos compatriotes de s'enrôler pour aider la France, toujours M. Bourassa a blâmé les uns et dissuadés les autres.

Dans son discours à Nicolet, le 30 septembre 1916 il a dit clairement comment nous devions traiter la France.

**"On parle de la France, disait-il. J'ai déjà touché à cette question. Mais ne songent-ils donc pas, ces patriotards, que la France nous a abandonnés depuis 150 ans, qu'elle a depuis renoncé à nous protéger et qu'elle ne l'a jamais fait.**

**"J'irai plus loin. Supposons que demain une guerre éclate entre le Canada et les Etats-Unis, quel est le simple mortel qui oserait prétendre que la France sera obligée de nous défendre ? Qui osera dire que la France lèvera des régiments français pour voler à notre secours ?**

**"Qui osera prétendre qu'au cas d'une guerre civile entre les Canadiens-français et les Anglo-canadiens, — éventualité que je ne souhaite aucunement, mais qui pourrait fort bien se produire, par suite des persécutions bêtes, stupides et idiotes comme celles que nous subissons en Ontario, —la France enverra ses troupe pour défendre la "civilisation française" contre la "barbarie anglo-saxonne". Non, non, la loi naturelle, ce qu'elle veut, c'est que chaque peuple règle ses propres affaires, qu'elle se développe avec ses ressources et qu'elle tende, non pas à accaparer des terres et à supprimer des peuples, mais à se mettre à l'abri de attaques qu'elle pourrait subir de la part des nations étrangères.**

Commentant ce discours de M. Bourassa je dis plus loin ce qu'il faut en penser. J'y renvoie mes lecteurs.

**M. Bourassa et la Belgique**—La noble petite nation qui, la première fut atteinte par le grand cataclysme et qui depuis gémit sous la botte de son infâme envahisseur n'a pas encore eu le don d'émouvoir M. Bourassa. On trouvera bien au cours de ses articles des allusions au martyre de la Belgique, mais en même temps l'écrivain nationaliste dira que le sort de la Belgique n'est pas pire que celui de l'Irlande. M. Bourassa n'est-il pas allé jusqu'à tenter d'excuser la violation de la Belgique ?

**M. Bourassa et la Russie.** — Il ne faut pas s'attendre que notre homme va être plus sympathique à la Russie qu'aux autres alliés. Il a affirmé que c'était Petrograd qui a payé le crime de Sarajevo et chaque fois qu'il en a eu l'ocasion, il n'a pas manqué de dénoncer le panslavisme comme un danger comparable au pangermanisme. Quand il parle de la Russie jamais il ne manque de rappeler qu'elle est schismatique, comme s'il voulait scandaliser nos sentiments catholiques.

**M. Bourassa et l'Italie.** — Quand l'Italie est entrée dans le conflit, le directeur du **Devoir** s'est encore fendu d'un long article pour nous dire que l'Italie s'était bassement vendue à l'Entente. Les Italiens de Montréal ont ressenti l'injure et, on s'en souvient, ils sont allés saccager les bureaux du **Devoir,** où M. Bourassa a évité de se montrer.

**M. Bourassa et le Japon.** — Quant au Japon le directeur au **Devoir** n'a pas tardé de faire suspecter ses motifs d'intervention. Il fallait se méfier du péril jaune, disait-il, et puis qui sait si le Japon ne profiterait pas de l'occasion pour chercher noise aux Etats-Unis.

**M. Bourassa et les Etats-Unis.** — Quand il fut question de l'entrée en guerre des Etats-Unis, le directeur du **Devoir** de sa plus belle plume nous a encore servi une série d'articles pour assurer les peuples de l'Entente qu'ils ne devaient pas compter d'avoir les Américains dans leurs rangs. ( Devoir, 8 février 1917).

Depuis les événements ont bien démenti M. Bourassa, et le 3 avril, le **Devoir** publiait le texte du discours de M. Wilson, dans lequel on trouve que le président des Etats-Unis ne s'est pas rallié à l'opinion de notre illustre compatriote. Mais que voulez-vous, le directeur du **Devoir** voulait encore **déchiré un voile d'illusions,** comme il écrira dans son journal du 23 avril.

**Les motifs des alliés jugés par M. Bourassa.**---Le 24 avril 1917, le grand diplomate canadien a jugé en peu de mots l'attitude des alliés. **Qu'on s'en rende compte à l'extrait suivant de son article :**

**On sait à quel point hommes d'Etat, politiciens et journalistes ont abusé des mots "démocratie", "liberté", "affranchissement des peuples". Tant qu'il s'est agi de phrases creuses, personne ne s'en est inquiété, pas assez peut-être. Les événements commencent à démontrer que sous la vibration sonore des mots se cachait un dessein suivi, une politique d'ensemble, dont la révolution russe n'est que le premier jalon. Et cette politique, c'est beaucoup moins de libérer les nations opprimées par un joug étranger — Belgique, Serbie, Irlande, Pologne ou Finlande — que de renverser dans tous les pays, alliés ou ennemis, la forme monarchique de gouvernement.**

Pour M. Bourassa les buts de guerre des Alliés ne sont plus autres que la révolution et le renversement des trônes.

Je n'entreprendrai pas de dire ici ce qu'il faut penser de la révolution russe. J'en parlerai plus loin.

Maintenant que nous savons à quoi nous en tenir sur les sentiments de M. Bourassa à l'égard des Alliés, voyons donc comment il traite l'Allemagne.

Au chapitre IV de cet opuscule, je me suis appliqué à bien mettre en évidence ce que l'Allemagne et ses alliés pourraient espérer du chef nationaliste s'il avait voix au chapitre de la paix, mais il n'est pas sans intérêt de signaler ici quelques preuves de la germanophilie de notre puissant penseur.

Je n'ai aucune crainte à affirmer que depuis trois ans jamais le directeur du **Devoir** a publié un article pour dénoncer l'attitude de l'Allemagne ; jamais il n'a écrit une ligne pour réprouver l'agression de l'Autriche sur la Serbie ; jamais il n'a pris la peine de montrer à ses lecteurs la barbarie des Turcs massacrant les Arméniens par centaines de milliers ; mais toujours il a trouvé des périphrases pour excuser l'Allemagne de ses forfaits, ou en les comparant à d'autres "crimes" qu'il impute à l'Angleterre ; toujours avec le militarisme allemand il a parlé du "navalisme" et de l'impérialisme anglais.

Il est encore le seul à faire ignorer à ses lecteurs que c'est l'Allemaqui a voulu et déchaîné la guerre. Ne disait-il pas en octobre 1916 :

**"Or dans la guerre actuelle, qui pourrait se vanter d'en connaître les causes antérieures, et partant, qui pourrait avec certitude montrer du doigt la nation qui a voulu chercher et déchaîner cette conflagration ? Est-ce l'Anlemagne comme on le prétend généralement ou bien la Russie ? ou encore l'Angleterre ?**

Ces preuves suffiront-elles pour établir que M. Bourassa s'est chargé dans notre pays de la propagande allemande? Ceux qui en douteraient, seraient, ce me semble, par trop exigeants.

---

Dans son ouvrage: **"Au-dessus de la mêlée"**, M. Romain Rolland écrivain français d'un certain renom, a dit des choses qui ont bien attristé et révolté ses compatriotes, mais jamais il n'a écrit autant d'infamies comme celles qui sont tombées de la plume et de la bouche de M. Bourassa.

On a dénoncé M. Rolland comme un internationaliste pour s'être tenu "au-dessus de la mêlée", me reprochera-t-on de dénoncer à mon tour M. Bourassa comme un valet de l'Allemagne quand il est entré lui-même dans la mêlée du côté de l'Allemagne?

Pour se défendre de ce reproche, il disait dans son journal le 23 avril qu'il voulait éclairer l'opinion publique. Ne l'a-t-il pas plutôt empoisonnée. Il écrivait :

**"Ceux qui se sont trompés de bonne foi, loin de nous en vouloir, devraient nous remercier d'avoir déchiré le voile des illusions. Une résistance qui voit clair et qui raisonne est infiniment moins dangereuse que la brusque révolte d'un instinct traditionnel contre une erreur systématiquement entretenue.**

**C'est pour accomplir la même tâche, ingrate, ardue, mais nécessaire**

**— d'autant plus nécessaire qu'elle trouve si peu d'ouvriers — que nous croyons devoir souligner le caractère de plus en plus révolutionnaire que prend, dans son ensemble, la guerre européenne, du côté des Alliés.**

On reconnaît bien dans cette citation le procédé allemand. Notre écrivain nationaliste prétend rendre service à ses compatriotes, qui **devraient le remercier d'avoir déchiré le voile des illusions.**

Et c'est lui, qui depuis la guerre ayant à la façon allemande "embrouiller les événements, confondu les dates, passer sous silence les témoignages les plus authentiques", vient se poser devant l'opinion publique canadienne comme le grand flambeau qui éclairera les intelligences ; c'est lui qui depuis si longtemps échafaudant sa doctrine sur des faussetés, sur des textes travestis, sur des autorités douteuses, veut disiper **"une erreur systématiquement entretenue."**

Lsez encore ce que ce grand pourfendeur pense des hommes d'Eglise et d'Etat qui ne pensent pas comme lui.

Le directeur du **"Devoir"** nous gratifiant encore de ses opinions sur la guerre après laquelle il voit venir la révolution, parle dans les termes suivants des évêques et des hommes publics :

**"Et, ce qui est plus triste encore, et plus grotesque, c'est qu'une foule d'hommes aptes, par leurs fonctions dans l'Eglise et dans l'Etat, à éclairer le peuple, à le mettre en garde contre le péril, se font, par aveuglement, par vanité, ou par légèreté d'esprit, les instruments et les complices de la révolution."**

Voyons donc ! quelle créance pouvons-nous donc donner aux opinions du directeur du "Devoir" quand les preuves de sa mauvaise foi sont si nombreuses et si catégoriques ?

## HENRICH UBER ALLES.

Dans cette guerre, M. Bourassa a voulu faire bande à part avec les siens. Il a voulu être au-dessus de tous les autres.

Nos hommes publics il les a dénoncés les uns après les autres ; nos évêques il les a accusés de favoriser au Canada les menées impérialistes; ses confrères les journalistes il les a qualifiés de reptiles ; personne n'a trouvé grâce devant lui.

Oui, "Henri est au-dessus de tous", c'est à sa mesure la grande devise du grand empire allemand.

Je reconnais bien que M. Bourassa est un homme de valeur ; qu'il est un érudit, qu'il est éloquent tribun ; mais si puissant cerveau qu'il soit, il ne pourra jamais faire oublier le rôle infâme qu'il a joué au cours de cette guerre et ni qu'il a été un piètre valet de l'Allemagne.

Nous attribuerons à M. Bourassa ce que Pierre de Quirielle écrivait de Romain Rolland :

"Nous admirons le premier avec quelques réserves. Nous plaignons le second, victime d'un orgueil exalté et de l'entraînement verbal, qui s'est privé du bonheur de sentir en commun avec tout un pays à l'heure où la nécessité d'un devoir aussi doux que facile s'imposait à ceux qui l'avaient le moins aperçue."

# III — UN DISCOURS DE M. BOURASSA A NICOLET LE 30 SEPTEMBRE 1916

A l'occasion de la remise de son mandat à ses électeurs, M. Paul-Emile Lamarche les avait convoqués à une grande réunion à Nicolet, le 30 septembre 1916. M. Henri Bourassa s'y trouvait et y prononça un de ses grands discours ; on y retrouve toute sa doctrine. Quelques jours plus tard, à la suite d'une lettre d'un voyageur de commerce parue dans le "Devoir," j'adressais au directeur du "Canada" la lettre suivante, dont je n'ai détaché qu'un passage d'un caractère personnel, n'altérant en rien aucune des idées exprimées et qui sont celles de la saine opinion publique.

---

Montréal, 11 octobre 1916.

Monsieur le directeur du "Canada."

"Je lisais ce soir dans le "Devoir" la lettre d'un voyageur de commerce qui assure M. Bourassa que son discours à Nicolet a fait "sensation" et après avoir flatté son chef il termine : "Que la Providence vous protège et vous aide comme elle a toujours protégé dans le passé nos hommes vraiment patriotes" (Sic).

Puisque ce voyageur de commerce veut bien dire à M. Bourassa ce qu'il pense de son discours, me permettriez-vous de dire à mon tour ce que ce que l'on dit et ce que l'on pense de la dernière diatribe du chef nationaliste ?

Je ne suis pas voyageur de commerce, mais je rencontre aussi beaucoup de monde ; c'est un peu de l'opinion de tout ce monde dont je veux vous faire part.

Il va sans dire que je ne pourrai, ne voulant pas abuser de votre généreuse hospitalité, reprendre une à une les idées jetées à pleine bouche par le tribun. Je veux seulement retenir quelques-unes de ses plus méchantes injures à l'adresse de sir Wilfrid Laurier, de l'Angleterre et de la France. Je veux aussi ne dire qu'un mot de son nationalisme comparé au véritable patriotisme.

Le voyageur de commerce du "Devoir" dit que le discours de son chef a fait sensation : oui, sûrement, il a fait sensation ; l'oeuvre de haine et de diffamation d'un démagogue ou d'un pamphlétaire ne manque jamais de faire sensation : mais c'est de la sensation malsaine.

Le chef nationaliste a débuté à Nicolet en disant qu'il "avait pris la résolution ferme de ne plus prendre part à des assemblées politiques teintée d'agitation électorale."

Pour sauvegarder ce qu'il croit avoir de prestige, pour sauvegarder l'union de tous, pour sauvegarder l'harmonie nationale, le tribun n'aurait-il pas pu s'abstenir de prendre part à cette réunion et de s'en tenir "à sa ferme résolution." Et on dit que Bourassa a perdu là une belle occasion de se taire.

## M. BOURASSA ET SIR WILFRID LAURIER

A Nicolet, comme chaque fois qu'il a l'occasion de parler ou d'écrire, M. Bourassa a réservé à sir Wilfrid Laurier une bonne part de ses injures ; il fallait s'y attendre.

On se demande depuis longtemps quelle est la cause de cette haine que le chef nationaliste a vouée à l'illustre chef libéral. Pour le plus grand nombre, c'est un mystère ; mais quand on connaît M. Bourassa, on peut s'expliquer son étrange attitude vis-à-vis d'un homme que les écrivains de notre pays, comme de l'Angleterre et de la France, ont proclamé une des plus grandes personnalités de l'empire.

C'est à l'atavisme et à l'orgueil qu'il faut attribuer la haine de M. Bourassa pour sir Wilfrid Laurier.

**"L'atavisme, dit un auteur, est une particularité que présente souvent l'hérédité, et qui consiste en ce que le descendant reproduit des caractères qui ne se rencontrent pas chez ses ascendants immédiats, mais se trouvaient chez des ascendants plus éloignés. La ressemblance fréquente des enfants à leurs grands-parents est un fait d'atavisme."**

Maintenant, si vous avez lu l'histoire de Louis-Joseph Papineau, grand-père de M. Bourassa, vous reconnaîtrez la ressemblance entre le grand-père et le petit-fils.

M. A.-D. Decelles dit de Papineau:

**"C'était évidemment un tempérament voué à la critique outrancière que Papineau"** ou encore: **"Blâmer toujours quelqu'un tendait à passer en habitude chez lui, et lorsque l'occasion manquait à sa verve mordante de s'exercer chez les tories, ses ennemis naturels, il la laissait se rabattre sur ses amis les libéraux."**

Rappelez-vous les relations de Papineau et de LaFontaine; rappelez-vous la haine que Papineau a vouée à LaFontaine et vous vous expliquerez comment il se fait que Bourassa ne peut parler de sir Wilfrid Laurier sans y mettre de l'invective et de l'injure. Quel homme fut plus dévoué à Papineau que Lafontaine? C'est à LaFontaine que Papineau devait la faveur de rentrer au Canada après son long exil et pourtant quel homme a été pris plus à parti par Papineau que LaFontaine?

Ce que je sais des relations de sir Wilfrid Laurier avec M. Bourassa, me permet d'affirmer que ce n'est pas au chef libéral qu'il faut attribuer la cause de la dissension qui les sépare maintenant. Il ne faudrait pas connaître la bonté de coeur, la grandeur d'âme, la magnanimité de sir Wilfrid Laurier pour supposer qu'il ait rompu le premier ses relations avec M. Bourassa. auquel il a donné plus d'une preuves de son estime, j'allais dire de son affection.

M. Bourassa, à l'instar de Papineau, a voulu s'attaquer à l'homme le plus grand de notre nationalité; et à l'instar du grand'père, le petit-fils ne recueillera avec le temps qu'indifférence et antipathie.

On dit aussi que l'orgueil est pour beaucoup dans l'attitude de M. Bourassa vis-à-vis de M. Laurier. On dit ordinairement: "l'orgueil perd son maître." C'est vrai.

Dans notre bon vieux "petit catéchisme de Québec" vous et moi avons appris que "l'orgueil est une estime déréglée de soi-même qui fait qu'on se préfère aux autres et qu'on veut s'élever au-dessus d'eux."

Quand on a lu cela, est-ce injuste de dire qu'on y reconnaît bien le chef nationaliste?

M. Bourassa a été élevé comme un demi-dieu; il voulait que tout le monde se pliât à ses volontés! son moindre désir était un ordre. Elevé seul, il n'a pas subi ce contact violent qui arrondit les angles, les aspérités. Et toute la vie du chef nationaliste s'en est ressentie.

C'est l'orgueil qui a détaché de M. Bourassa ses plus dévoués collaborateurs de la première heure; c'est l'orgueil qui a refroidi l'enthousiasme de ses plus ardents admirateurs du début de sa carrière. Que de choses je pourrais écrire là-dessus, et que de noms je pourrais donner.

C'est l'orgueil qui a empêché de faire un parti fort, de ce que M. Bourassa se voit obligé d'appeler aujourd'hui un simple mouvement nationaliste.

C'est l'orgueil qui lui fait répandre à pleine bouche et à pleine plume les "Moi", les "Je".

Rien d'étonnant alors que l'orgueil de M. Bourassa prenne ombrage du grand prestige que sir Wilfrid Laurier a conservé, non seulement parmi ses compatriotes, mais dans tout le pays ; même en Angleterre ; même aux Etats-Unis ; même en France ; prestige qui fait qu'un homme comme Paul Leroy-Beaulieu disait que Laurier était la plus grande figure des conférences impériales.

## SIR WILFRID LAURIER ET 1870

Dans un discours sur le "Patriotisme" prononcé le 27 avril 1902, M. Bourassa s'écriait avec cette mise en scène qu'il sait toujours mettre quand il parle : **Je ne crois nullement à l'efficacité des appels à la passion populaire. Il me semblerait lâche d'enflammer la colère d'un auditoire exclusivement français lorsque je viens prêcher la parole de la bonne entente entre nos deux races canadienns.**

Depuis ce discours fameux, M. Bourassa s'est démenti bien des fois et à Nicolet particulièrement.

Si ce n'est pas pour faire appel au mépris populaire, je ne sais pourquoi M. Bourassa dans un de ses rires méchants qui le caractérisent, s'écria à Nicolet :

**"Sir Wilfrid Laurier est allé, il y a une couple de jours, à Montréal, et, dans un discours éloquent comme toujours, le chef libéral déclarait que s'il était plus jeune, il revêtirait l'uniforme militaire et s'en irait combattre dans les armées de la France.**

**"Pauvre M. Laurier ! Mais s'il est sincère ce M. Laurier, en parlant de la sorte, pourquoi ne nous donne-t-il donc pas les raisons qui l'ont empêché en 1870, de voler au secours de la France qui gémissait alors sous le talon prussien et se faisait arracher deux de ses plus belles provinces. M. Laurier n'avait alors que 30 ans et je sache pas qu'il possédait une plus nombreuse famille qu'aujourd'hui. Ah ! c'est qu'alors, l'écrasement de la France par la Prusse faisait l'affaire de la politique anglaise. C'est là la raison que donnerait M. Laurier, s'il le pouvait."**

M. Bourassa qui connaît très bien la vie de sir Wilfrid Laurier, s'est bien gardé de dire qu'en 1870, le chef du parti libéral était un jeune homme dont on craignait pour la santé. Qu'on consulte les biographes de M. Laurier et tous racontent qu'à cette époque de sa vie il était un jeune homme frêle qu'une grande régularité de vie et qu'un régime sévère seul préservaient des complications qui auraient pu amener une mort prématurée.

Au lieu de dire cela à ses auditeurs, M. Bourassa, toujours inspiré par sa haine, préféra injurier le chef du parti libéral.

Et M. Laurier eut-il été un jeune homme en excellente santé, pour quelle raison serait-il allé courir au secours de la France quand en France même on était si sûr d'écraser l'Allemagne.

D'ailleurs, en parlant de la guerre de 1870 dans son discours du 27 septembre à Montréal, Sir Wilfrid Laurier, que ce bon M. Bourassa appelle le "valet de l'Angleterre," n'a pas craint de déclarer que la Grande-Bretagne aurait dû intervenir, quand la France, revenue de son illusion, vit venir la catastrophe.

M. Bourassa voulait tout bonnement distiller un peu de fiel à Nicolet et n'a pas perdu sa chance.

## L'HOMME LE PLUS NEFASTE

Après avoir injurié l'Angleterre tant qu'il pût: après avoir souillé la France de son fiel, M. Bourassa repris d'un accès de haine contre Sir Wilfrid, l'appela l'homme le plus néfaste de la province, l'accusant **d'avoir trahi sa mission qui était de faire le rapprochement des races dans la vérité, la justice, le courage et non dans l'avilissement de l'une à l'autre."**

A cette diatribe du démagogue on n'a qu'à apposer les quarante et quelques années de vie publique du chef libéral et si jamais M. Bourassa trouve dans un des écrits ou des discours de Sir Wilfrid Laurier une ligne qui prêche "l'avilissement de notre race à la race anglaise" nous nous engageons à proclamer le chef nationaliste le plus grand homme de notre race. Quarante années et plus, le chef du parti libéral n'a poursuivi d'autre idéal que de voir les races unies par un même sentiment d'amour pour la patrie commune.

Non, l'homme le plus néfaste, **"on dit"** que c'est plutôt celui qui depuis douze ans, sème la haine et la discorde dans le pays.

L'homme le plus néfaste, **"on dit"** que c'est celui qui ne souhaiterait rien tant que de voir éclater la guerre civile, pour avoir la joie d'assister au triomphe de sa démagogie.

L'homme le plus néfaste, **"on dit"** que c'est celui qui n'a jamais assez d'invectives pour la grande nation qui nous abrite de son drapeau.

L'homme le plus néfaste, **"on dit"** que c'est celui qui prend toujours une vraie jouissance à dénoncer et diffamer cette autre grande nation, la France, qui depuis deux ans, après des siècles fait rayonner sur le monde son génie et briller son héroisme.

L'homme le plus néfaste, **"on dit"** que c'est celui depuis la guerre propage par la plume et par la parole l'infâme doctrine allemande.

L'homme le plus néfaste, **"on dit"** que c'est celui depuis deux ans, compromet notre race et notre clergé aux yeux des adversaires du Canada.

L'homme le plus néfaste, **"on dit"** que c'est celui qui par ses déclamations nous a fait si mal juger en France, en Angleterre, aux Etats-Unis.

L'homme le plus néfaste, **"on dit"** que c'est celui qui croit être la synthèse du patriotisme, de l'intégrité, du civisme.

L'homme le plus néfaste, **"on dit"** que c'est celui qui ne voit dans nos hommes publics que des hommes tarés, des vendus, des jouisseurs.

L'homme le plus néfase, **"on dit"** que c'est celui qui met au-dessus de toutes les opinions, si respectables soient-elles, sa seule opinion.

L'homme le plus néfaste, **"on dit"** que c'est celui pour qui les personnalité les plus hautes sont dignes de mépris parce qu'elles ne partagent pas ses vues.

L'homme le plus néfaste, **"on dit"** que c'est celui qui n'a d'autre horizon que celui de son talent, disons même de son génie.

L'homme le plus néfaste, **"on dit"** que c'est celui qui n'a que du mépris ou de l'envie pour ceux de ses compatriotes qui ne l'adulent pas.

L'homme le plus néfaste, **"on dit"** que c'est celui qui ne craint pas de s'allier aux ennemis de notre race pour combattre celui qui la représente mieux et qui en exprime tous les idéals.

Comparons donc maintenant sir Wilfrid Laurier (qu'il me pardonne cette liberté pour le besoin du moment) et M. Henri Bourassa : la saine opinion portera vite son jugement.

## M. BOURASSA ET L'ANGLETERRE

Il ne faut pas trop tenir M. Bourassa responsable de sa haine de l'Angleterre : il a ça dans le sang. C'est encore à l'atavisme qu'il faut attribuer cette phobie du chef nationaliste. Ça lui vient de son grand-père.

M. A. D. Decelles, dans son ouvrage **"Papineau"** écrit ce qui suit :

**" Chez Papineau, le idées sont la résultante de certaines antécédances et d'influences ambiantes par lesquelles il a été touché au début de sa carrière. Fils d'un personnage politique important, qui avait vu les premiers temps de la domination anglaise, il a dû fatalement recueillir par hérédité ses rancunes, ses préjugés, conséquences de l'arbitraire du régime nouveau."**

Remplacez le mot "fils d'un personnage" par le mot "descendant" et vous diriez que ces lignes ont été écrites pour M. Bourassa.

Toutes les grandes oeuvres de l'Angleterre, toute sa gloire, ne sont pour M. Bourassa que le résultat de "ses rapines, de ses ruses", "de sa violation des lois de l'humanité.'

D'autres écrivains ont aussi parlé de l'Angleterre avant et avec M. Bourassa, et ils n'ont pas cru devoir toujours la diffamer.

M. Lucien Roure, notamment rédacteur aux "Etudes", la grande revue des Jésuites en France, disait dans un récent ouvrage qui a pour titre :

**"Patriotime - Impérialisme - Militarisme" :**

**" A ne parler que de l'Angleterre, accordons sans crainte qu'elle a fait sentir parfois une main trop contraignante. . .Mais, au total, elle s'est tirée de sa tâche de concentration à son honneur et à l'avantage des pays qu'elle a réunis sous son domaine. Un plan à ce point gigantesque ne va pas sans,**

**quelque erreur. Il reste que l'Angleterre a procuré à d'immenses populations avec la richesse, le bienfait de son véritable "self-government" et le moyen de satisfaire leurs aspirations légitimes."**

**On pense** bien que l'opinion de M. Lucien Roure vaut celle de M. Bourassa, qui passant son temps à maudire l'Angleterre est enchanté d'avoir la protection de son drapeau quand le péril le menace.

## M. BOURASSA ET LA FRANCE

Dans son discours de Nicolet, M. Bourassa a aussi eu sa boutade haîneuse contre la France.

**On dit** que sûrement le chef nationaliste a manqué là de tact et de décence.

Je vous avoue que je m'explique difficilement l'antipathie de M. Bourassa pour la France. Que M. Bourassa n'aime pas le régime actuel qui gouverne notre ancienne mère-patrie, ce n'est pas une raison pour qu'il profite d'une époque où la France fait l'admiration du monde pour lui reprocher ses fautes. L'héroïsme de la France, son dévouement pour les nations malheureuses même son admirable "*Union sacrée*" devraient lui épargner les injures d'un homme comme M. Bourassa.

A Nicolet, le chef nationaliste a reproché à la France de nous avoir abandonnés il y a 150 ans. Voyons, il me semble qu'il n'est pas plus juste de reprocher à la France de 1916 de nous avoir abandonnés en 1760, qu'il serait juste de reprocher à M. Bourassa l'abandon par son grand-père Papineau des Patriotes en 1837.

Je veux croire que la France monarchique comme la France républicaine n'a pas toujours eu pour nous toutes les attentions; mais faut-il pour cela que plus jamais nous ayons de sympathie, d'affection pour la grande nation qui nous a donné la vie, et que nous la laissions périr.

Que la France veuille rendre plus étroits ses rapports avec son ancienne colonie et vous verrez M. Bourassa nous dire de nous méfier. Il ne verra plus alors que la France anticléricale, que la France socialiste, que la France maçonnique. Vous verrez si je me trompe.

Parlant encore de la France, M. Bourassa se fait fort d'affirmer qu'au cas où le Canada serait attaqué par les Etats-Unis, où que les Canadiens-français jetés dans la guerre civile, seraient attaqués par les jaunes de l'Ontario, la France ne viendra pas nous secourir. Qu'en sait-il?

Pourtant l'histoire de la France vient le démentir. Louis Veuillot, pour lequel M. Bourassa a une faiblesse, a écrit des pages admirables sur sa noble patrie pour démontrer que toujours elle fut **prêtre et soldat**. D'ailleurs M. Bourassa n'ignore pas que la France n'a jamais laissé opprimer un peuple. La France n'a-t-elle pas aidé à la Belgique en 1830 à reconquérir son indépendance? La France n'a-t-elle pas volé au secours de la Grèce en 1826 pour lui aider à reconquérir son indépendance? La France n'a-t-elle pas en 1859 aidé l'Italie à reconquérir la Lombardie et le Milanais. La France n'a-t-elle pas en 1776 aider les Etats-Unis à conquérir leur indépendance? Et que d'autres grands faits ne pourrais-je pas apporter pour démontrer le désintéressement et l'empressement de la France à courir au secours des peuples opprimés! Laissons de côté l'hypothèse d'une guerre civile au Canada, — hypothèse que seul M. Bourassa peut caresser, s'il ne la cultive pas — et supposons que les Etats-Unis nous attaquent; qu'est-ce qui permet à M. Bourassa de dire que la France ne viendra pas nous secourir?

**"On pense"** du discours de Nicolet que M. Bourassa eut pu s'exempter de parler de la France dans les termes dont il s'est servi ; c'eut été plus convenable et plus décent.

## M. BOURASSA ET LA GUERRE

Je ne m'attarderai pas sur ce sujet. Il est entendu que M. Bourassa ne veut à aucun prix que nous participions à la guerre, qui est, selon lui, l'oeuvre du "trust" des armes et du militarisme.

N'a-t-il pas dit que chaque coup de canon représentait des dividendes pour les actionnaires du "trust".

Je connais pourtant un homme qui n'est pas de ce "trust" et qui touche de près à M. Bourassa, c'est le président de la compagnie du **Devoir.** Tandis que M. Bourassa dénonçait la guerre dans son journal, le président de la compagnie ne s'ingénia-t-il pas à obtenir quelques contrats de fournitures d'articles de guerre au gouvernement canadien ? Pourquoi M. Bourassa ne le dénonce-t-il pas le premier ?

## LE NATIONALISME DE M. BOURASSA ET LE PATRIOTISME DE SIR WILFRID LAURIER

A Nicolet, M. Bourassa n'a pas manqué de nous parler du nationalisme, je devrais dire de son nationalisme.

Avant de terminer, me serait-il permis de mettre en face l'un de l'autre la doctrine du chef du parti libéral, que M. Bourassa appelle "l'homme le plus néfaste" et la doctrine du chef nationaliste, pour que la saine opinion aie l'avantage de les comparer ?

L'hon. M. L.-O. David qui a écrit tant de bonnes pages sur nos hommes publics, sur M. Bourassa comme sur Sir Wilfrid Laurier, a défini en quelques phrases la doctrine du chef du parti libéral.

Il écrivait un jour en parlant de Sir Wilfrid :

**"Sa politique est une politique de raison, de justice et de conciliation, de progrès matériel et moral ; sans cesse il fait appel à toutes les bonnes volontés, à tous les talents les plus propres à développer les immenses ressources du Canada ; sans cesse, il demande que les hommes de toute race et de toute religion unissent leurs forces pour en faire l'un des pays les plus riches, les plus heureux de la terre.**

**"Il veut créer un patriotisme canadien assez fort et assez sage pour unir les nationalités différentes qui habitent le Canada sans les confondre, les fusionner."**

D'autre part, un grand organe conservateur-indépendant vient à son tour d'exposer dans un magistral article la doctrine de Sir Wilfrid Laurier. L'"Evening Citizen" d'Ottawa écrivait le 2 octobre :

**"On rapporte que M. Bourassa aurait déclaré dimanche, en parlant de sir Wilfrid Laurier, qu'il "était l'homme le plus néfaste que la province ait jamais eu". Ce ci probablement parce que sir Wilfrid est trop grand pour être l'homme d'une province.**

**"Il y a deux sortes de nationalisme au Canada : le soi-disant nationalisme de Québec et la soi-disant politique nationale de l'Ontario.**

**"Tous les deux ont constamment servi de marche-pieds aux partisans aveugles pour diminuer l'ampleur de la politique canadienne de sir Wilfrid Laurier. Le mot nationaliste n'est qu'une équivoque quand il s'applique soit au culte du nationalisme dans le Québec, soit au nationalisme tarifaire de l'Ontario. L'un et l'autre ne sont que des phases de provincialisme : le groupe de Québec, cherchant à préserver sa culture propre et le droit de parler dans les autres provinces ; celui de l'Ontario s'efforçant de retenir ses privilèges matériels aux dépens de toutes les provinces par l'entremise de la politique tarifaire.**

**"Sir Wilfrid Laurier envisageant l'Ontario et le Québec comme étant des provinces du Canada, mais, en même temps le Canada et son peuple restent à ses yeux plus grand que ne l'est aucune province en particulier.**

**"C'est à cause de cette largeur de vue que sir Wilfrid est l'homme public le plus en évidence au Canada et qu'il se voit en butte aux attaques des provinciaux."**

Quelle est maintenant la doctrine nationaliste ?

Parlant du **Patriotisme et de la perversion du sens national,** M. Camille Jullian, professeur au collège de France, disait récemment dans une conférence à Paris :

**"Ne travailler que pour soi, ne songer qu'à soi, ne regarder que son passé et ne préparer que son avenir, cela, chez une nation comme chez un**

**homme, finit par déterminer une déformation absolue de tous les gestes, de tous les actes, de toutes les pensées qui font un homme ou qui font l'humanité. Hypertrophie d'un organe, atrophie des autres ; hypertrophie du sens national, atrophie de la valeur humaine."**

Ne reconnaît-on pas dans ces lignes la doctrine de M. Bourassa, qui prétend que nous devons, Canadiens-français, exclusivement nous occuper de nous, ne devant d'obligations à personne, qu'à nous ; ne devant garder que pour nous nos énergies et nos activités, ne devant conserver que pour nous nos sympathies.

Le nationalisme de M. Bourassa, c'est la "perversion du sens national" et dans une série d'articles publiés récemment dans la "Presse" un correspondant sous le pseudonyme de "Patriote" a bien fait ressortir tout ce que cette doctrine a de néfaste pour les Canadiens-français, pour tous les Canadiens.

Empruntant une pensée au R. P. Sertillanges, l'éminent dominicain français qui se dépense tant à l'heure qu'il est pour le triomphe de la noble cause que sa noble patrie défend avec les alliés, nous pourrions dire que le patriotisme de Laurier s'inspire du véritable "esprit français", qui était aussi celui d'un poète antique :

**"Je suis homme, et rien de ce qui est humain ne m'est étranger". — Esprit de générosité, esprit d'expansion pacifique, esprit d'apostolat et de fraternité : Voilà l'esprit de la France".**

C'est aussi l'esprit d'un sain libéralisme.

Le R. P. Sertillanges écrivait aussi dans son admirable ouvrage sur le **"Patriotisme et la vie sociale" :**

**"Je me défie d'un genre de patriotisme né d'hier. J'y verrai difficilement l'idéal de ce que doit être le patriotisme."**

Le nationalisme de M. Bourassa c'est du **chauvinisme**. Et parlant de cette forme nouvelle de patriotisme, le Père Sertillanges la dénonçait comme une **"sorte de patriotisme rageur, aussi sectaire que ceux qu'il appelle sectaires ; patriotisme échevelé, poussant l'amour du sol jusqu'à la plus insonsciente folie, et semblant croire que cet amour ne sera pur que s'il est chargé de haine et d'attaques hargneuses comme tout ce qui est étranger."**

Et dire que c'est ce nationalisme que M. Bourassa, comme il le clamait à Nicolet, veut **"voir pénétrer dans les bureaux d'avocats et de médecins, dans les presbytères et jusque dans les évêchés et faire la conquête des coeurs et des membres de toutes les classes de notre société."**

Grand Dieu ! que nous réserve donc l'avenir, si le rêve du chef nationaliste est pour se réaliser ?

Mais la **saine opinion publique** ne laissera pas absorber par cet agent dissolvant et le discours de Nicolet, **on dit et on pense** qu'il a été trop haineux, trop subversif pour qu'il garantisse la prospérité et la paix dont notre commune patrie a besoin pour grandir à l'ombre des institutions britanniques et avec l'amour reconquis d'une grande nation comme notre ancienne mère-patrie.

**On dit et on pense** que c'est le sain patriotisme de Laurier qui établira définitivement "l'union sacrée" dans notre patrie ; patriotisme qui enseignera à tous nos compatriotes le véritable sens national.

**"Le sens national, disait M. Camille Jullian, c'est la manière dont une nation se représente sa vie et se met en rapport avec les nations voisines. Le patriotisme c'est le sentiment ; le sens national c'est la tenue."**

**La saine opinion publique** est maintenant éclairée; le discours de Nicolet aura eu pour bon résultat de dessiller les yeux de beaucoup de nos compatriotes, qui, aujourd'hui voient bien que le nationalisme de M. Bourassa est un faux patriotisme ; qu'il est une doctrine de haine formulée dans la devise infâme, le **"Leustchland uber alles,"** cause des terribles événements que nous traversons..

Sans tenir compte qu'une nationalité n'est qu'une partie de la grande humanité. M. Bourassa ne voit toujours que notre race, exclusivement notre race ; tandis que Sir Wilfrid Laurier voit toutes les races de notre contrée et une grande et commune patrie, qui sait se mettre en rapport avec les nations voisines.

Telles sont les impressions que j'ai recueillies partout du dernier discours de M. Bourassa à Nicolet. Et je ne crains pas d'affirmer que le chef nationaliste n'a pas pour lui la saine opinion publique.

Agréez, M. le directeur, mes remerciements pour votre hospitalité et croyez-moi votre dévoué,

E. ROUX.

# IV. —CE QUE M. BOURASSA DEMANDERAIT POUR L'ALLEMAGNE AU CONGRES DE LA PAIX

Montréal, 24 février 1917.

Monsieur le directeur,

Notre grand oracle a parlé! Il faut vraiment remercier le ciel de nous l'avoir donné. Qu'aurions-nous fait nous, pauvres "beastly colonials", comme il aime à dire, si nous ne l'eussions eu pour dessiller les yeux des hommes d'Etat non seulement du Canada, mais du monde entier. On pourrait sûrement dire de lui "Uber Allès!" oui il est au-dessus de tous.

Je viens de terminer la lecture attentive des six derniers articles que M. Henri Bourassa vient de publier dans son journal; en un tour de ... pardon, de plume, il vous a tracé un programme à sir Robert Borden sur ce qu'il devrait dire et faire à la conférence de guerre qui se tiendra à Londres et à laquelle les représentants des Dominions prendront part. Quel vaste programme marqué au coin du génie le plus transcendant ?

Quand on a lu cette série d'articles, il faut conclure que la place de M. Bourassa n'est pas à une conférence des colonies, mais bien au grand congrès de la paix.

Il faut voir comme notre grand homme se fait fi des difficultés diplomatiques; avec quel brio, oui quel brio, il démêle l'écheveau emmêlée des complications internationales.

Je ne sais ce que vaut M. Bourassa sur l'échiquier où l'on joue pour sauver son roi, mais j'affirme après ce que j'ai lu, qu'il doit avoir l'assurance que sur le grand échiquier européen il arriverait bon premier; seulement, contrairement aux règles du jeu d'échecs ce n'est sûrement pas son roi que notre grand diplomate tenterait de sauver; ce serait plutôt celui ou ceux de nos adversaires.

Enfoncé Talleyrand ! Enfoncé Metternich ! qui pourtant avaient compté passer dans l'histoire des chancelleries, comme les plus habiles et les plus renseignés des diplomates: c'est de la petite potée à côté de notre Henri.

## L'AVERTISSEMENT DU NEGOCIATEUR

Dans son premier article du 17 février, M. Bourassa nous rappelle donc que sir Robert Borden s'en va à la conférence de guerre; mais il fait remarquer que le parlement canadien ne lui a pas tracé de programme alors le chef nationaliste se charge de la besogne. Lisez plutôt:

**Puisque le parlement n'a pas jugé à propos d'exprimer la moindre opinion à ce sujet—sauf les phrases creuses et "stéréotypées qui traînent partout depuis deux ans et demi—force est bien aux simples mortels d'éveiller l'opinion publique. Essayons donc d'esquisser à très larges traits l'attitude que sir Robert Borden devrait prendre, à Londres ; non pas, qu'on le note bien, l'attitude qui répondrait à nos voeux et à nos principes nationalistes, mais celle qui s'impose au premier ministre du Canada s'il veut rester dans la logique et la sincérité des motifs qu'il a invoqués, d'accord avec l'apparente unanimité du parlement, pour justifier l'intervention du Canada dans la guerre.**

Remarquez l'humilité de notre grand compatriote qui veut bien, tout bonnement, comme ça, se ranger parmi les simples mortels, auxquels force est donc d'éveiller l'opinion publique.

Et à traits très larges — Oh! qu'on reconnait bien le geste du tribun— il entreprend d'esquisser l'attitude à prendre par notre premier ministre.

N'est-ce pas savoureux, hein !

Mais il me vient une inquiétude ; je songe tout à coup que ces articles dédiés à sir Robert Borden, ne lui tomberont peut-être jamais sous les yeux, pour la raison toute simple que M. Bourassa ne les avait pas encore terminés que déjà le premier ministre avec ses fidèles compagnons MM. Hazen

et Rogers était déjà rendu en Angleterre ayant traversé heureusement, eux aussi, le blocus allemand.

M. Bourassa ne s'inquiète pas pour si peu. Puisque M. Borden, qui va à la conférence ne lira pas ses articles, ceux qui n'y vont pas les liront et ça lui suffit.

## FAUT-IL RIRE OU PLEURER?

Je vous avouerai franchement, monsieur le directeur, qu'après avoir lu et relu la série des articles du traité de paix de M. Bourassa je me suis demandé s'il fallait rire ou pleurer.

Je me suis demandé: Voyons, le chef nationaliste a-t-il voulu se payer la tête du premier ministre ou la nôtre, ou bien s'il a voulu faire le jeu du Kaiser ?

Si c'est une fumisterie que M. Bourassa veut nous jouer, à la bonne heure: rions de bon coeur. Mais si vraiment il se prend au sérieux, oh ! alors, il faut s'attrister.

Depuis que la guerre est commencée, il est bien vrai que M. Bourassa n'a jamais trouvé de blâme pour l'Allemagne, l'Autriche et leurs alliés, tandis que de sa plume fielleuse il a distillé sinon répandu, "à larges traits", comme il dit, le plus dangereux poison, quand il s'agissait des alliés.

J'espérais que le récit des affreuses tortures infligées par les Allemands aux enfants de France et de Belgique, attendriraient son coeur de père, si bon et si affectueux; j'avais compté que les outrages horribles qu'ont eu à subir de la part des hordes teutonnes, les épouses et les mères de France et de Belgique toucheraient son coeur d'époux : ce n'était qu'illusion ; M. Bourassa aime encore mieux l'Allemagne, l'Autriche, la Turquie et la Bulgarie que la Belgique, que la France, que l'Angleterre et les autres nations de l'Entente.

Libre à lui de garder pour ceux que tous les peuples civilisés dénoncent comme des barbares, ses tendresses et ses prévenances, mais au moins devait-il nous dire ce que nous devons à l'Allemagne et à ses Alliés.

Il nous a bien dit que nous ne devions à peu près rien à l'Angleterre (v. son ouvrage **Que devons-nous à l'Angleterre"**? son devoir maintenant est de nous dire ce que nous devons à l'Allemagne pour qu'à sa suite nous proclamions qu'elle et ses alliés ne sont pas plus coupables que la Belgique, dont la neutralité a été violée, que la France dont le sol a été envahi ; que la Serbie, dont le peuple a été abreuvé d'opprobes, que l'Arménie, dont les millions de sujets ont été massacrés.

Peut-on vraiment ne pas pleurer quand on voit un des hommes les plus brillants de notre race, un des descendants des plus nobles représentants de notre nation, un homme qui porte le nom d'une de nos plus grandes gloires de notre histoire ; un des défenseurs des patriotes, venir proclamer que l'Allemagne et ses complices ne sont pas plus à blâmer que les peuples que les notres eux-mêmes proclament les champions de la civilisation ?

M. Bourassa dont l'érudition est si vaste et dont il fait montre assez facilement, n'a-t-il pas lu ce que deux grands et illustres neutres germanophiles ardents disent de l'Allemagne ?

Qu'il consacre donc quelques loisirs que ses vacances fréquentes lui donnent, à lire bien attentivement : "La cloche Roland," de Johannes Jorgensen, et la "Lettre ouverte" de M. Emile Prüm, chef du parti catholique luxembourgeois, à **M. Mathias Erzberger,** député au Reichstag, leader du centre catholique allemand. M. Bourassa me dira peut-être qu'il n'a pas de loisir à donner à ces lectures ; et bien, lui qui trouve dans son journal des colonnes pour faire osn éloge (v. le **Devoir,** 24 février, p. 2, 1ère colonne) ne pourrait-il pas donner quelques colonnes pour la publication de ces deux intéressants documents ?

Les six articles que M. Bourassa a dédiés à sir Robert Borden traitent tour-à-tour des indemnités de guerre et des colonies allemandes (17 février 1917) ; II, de l'affranchissement des peuples (19 février 1917) ; III La Russie à Constantinople—La Russie et le Japon (20 février 1917) ; IV le triomphe de la démocratie (22 février 1917) ; V. La liberté des mers. — Destruction du militarisme (23 février 1917) et VI, Le militarisme canadien (24 février 1917).

Contre mon attente aucun de ces articles n'est inspiré par un esprit, je ne dirai pas de sympathie, mais de justice et de loyauté en faveur des Alliés de l'Entente. De toute la série se dégage encore le souffle empoisonné d'une hale ne fielleuse. Et ce qui plus est, la plupart sont remplis d'erreurs, de faussetés et de contradictions.

Pourtant, M. Bourassa savez-vous que ces articles n'atteignent pas seulement votre entourage? Savez-vous qu'ils atteignent un milieu où les autres journaux, ne pénètre que difficilement? Savez-vous que vos écrits sortent même de nos frontières? Savez-vous que grâce au "navalisme anglais", dont vous avez été à même d'apprécier les bons offices en revenant d'Europe au début de la guerre, vos articles pénètrent dans bien des foyers qui se sont ouverts bien grands lors de votre séjour en France et où aujourd'hui il se verse bien des larmes ? Savez-vous que vos articles pourraient bien pénétrer jusqu'en Belgique, la noble nation qui râle sous la botte de l'envahisseur ?

Est-ce vraiment de coeur joie que vous vous obstinez à défendre envers et contre tous ce maudit Kaiser et ses suppots? Que doivent penser de vous vos grands ancêtres, qui s'ils n'ont pas aimé l'Angleterre, ont toujours respecté et vénéré la France comme une mère.

Permettez donc à un autre "simple mortel" de repasser à "larges traits" vos écrits pour en souligner quelques passages pour qu'on ne pense pas que vous pouvez impunément vous trompez et nous tromper.

## INDEMNITES DE GUERRE. — COLONIES ALLEMANDES.

Vous écrivez dans votre premier article :

**De compensation immédiate à ses immenses sacrifices, le Canada ne peut guère en attendre de l'Allemagne, encore moins de l'Autriche, de la Turquie ou de la Bulgarie. . Indépendamment des protestations de désintéressement absolu si souvent formulées par ses représentants officiels, le Canada n'a pas eu l'occasion, comme les autres "nations-soeurs", de mettre la main sur un seul pouce de territoire ennemi, il ne peut guère exiger d'indemnité en deniers sonnants. En supposant que les Alliés soient en mesure d'imposer de fortes amendes à leurs ennemis vaincus, la Belgique, la Serbie, la France, la Pologne, la Roumanie, ravagées par les opérations de guerre et l'occupation des armées, absorberont assurément, en toute justice, tout ce que les Centraux seront en état de payer.**

Vous qui dénoncez avec tant de violence les peuples qui se battent pour s'enrichir, vous n'irez pas je suppose, prétendre que le Canada s'empressera de réclamer d'être remboursé des sacrifices qu'il a faits ? Où seraient alors les sacrifices ? Est-ce bien pour de l'or et des conquêtes que notre pays est allé se joindre aux défenseurs du droit outragé ? Je ne crois pas qu'il soit encore question de "piastres et de cents" en retour de ce que nos compatriotes font sur les champs de batailles. Mais quand l'ordre sera rétabli, quand la fumée des combats sera dissipée pourquoi le Canada ne profiterait-il pas des avantages économiques qui découleront du rétablissement de la paix ?

A propos des colonies allemandes, M. Bourassa conseille à M. Borden de les leur laisser et il résume ainsi toute sa pensée:

**Soixante millions d'Anglo-Britanniques ne trouvent pas excessif de posséder à eux seuls un quart des terres du globe. La France, avec sa population stationnaire de quarante millions, a jugé utile de se tailler, en Asie et en Afrique, un immense empire colonial où ses enfants n'émigrent qu'en très petit nombre. . L'Italie est entrée, depuis vingt ans, dans la même voie. La Russie ne se trouve pas satisfaite de posséder la moitié de l'Europe et un tiers de l'Asie. En vertu de quel principe social et économique, ces nations prétendraient-elles encercler la population allemande — qui dépasse aujourd'hui soixante-dix millions et qui va toujours croissant — dans un territoire à peine plus étendu que celui de la France ? Ce ne serait pas seulement mentir à tous les axiomes de droit public dont elles se font**

**gloire ; ce serait préparer contre elles-mêmes de fort dangereuses réactions.**

Oh ! voyons, M. Bourassa, quand est-ce que les Alliés de l'Entente ont empêché l'Allemagne de prendre son expansion ? Laquelle de ces nations s'est opposée à ce que l'Allemagne verse le trop plein de sa population sur d'autres territoires ? Est-ce l'Angleterre ? Pourtant, dans ce même article, vous dites un peu plus haut **"qu'avant de haïr le militarisme prussien et le pangermanisme industriel et politique les Anglais ont été leurs plus efficaces auxiliaires."**

Est-ce la France qui s'est opposée à l'expansion de l'Allemagne ? Lisez donc l'ouvrage de Léon Daudet **L'Avant-Guerre** ? Est-ce la Russie, où la prépondérance allemande régnait à côté du tzar ? Est-ce l'Italie, dont les grandes institutions financières et industrielles étaient sous le contrôle allemand ? Est-ce la pauvre petite Belgique, "petit coin de terre si hospitalier," comme disait Déroulède ?

D'autre part, que voyons-nous ? On voit l'Allemagne se ruer comme une brute enragée sur la Belgique et sur la France. On voit l'Autriche s'abattre sur la Serbie et le Monténégro ; on voit la Turquie massacrer des populations entières d'Arméniens. Et c'est à ces peuple que vous voulez laisser leurs colonies ? Quel grand coeur vous avez ! Bismarck vous aurait choyé.

## L'AFFRANCHISSEMENT DES PEUPLES

Quant à l'affranchissement des peuples, M. Bourassa ne se montre pas moins condescendant pour l'Allemagne et ses affidés.

Là-dessus voici la théorie de M. Bourassa:

**C'est une maxime générale de droit public, applicable à "toutes" les nations, que les hommes d'Etat britanniques ont formulée. .Vouloir en faire profiter les seuls Etats conquis ou dominés par les empires du Centre, et en refuser l'application aux peuples dépossédés ou subjugués par l'Angleterre Réclamer la liberté de la Belgique, de la Serbie, du Monténégro, sans affranchir en même temps l'Irlande, la Pologne, la Lithuanie, la Finlande; soustraire les Balkans aux influences germaniques pour mieux les livrer à la domination mocovites; anéantir les desseins du Kaiser sur une Pologne germanisée, afin de permettre au Tsar d'étendre sa suzeraineté sur une Pologne agrandiie et ruissifiée: — tout cela serait d'une cynique et révoltante hypocrisie. .Une telle attitude justifierait les pires accusations d'insincérité portées par les Allemands contre leurs ennemis coalisés. La châtiment pour l'Angleterre et la Russie serait un redoublement d'activité dans les milieux révolutionnaires irlandais, polonais et finlandais; pour toute l'Europe, ce serait, à brève échéance, une nouvelle éruption du volcan balkanique.**

Il faudrait ici tout un article pour réfuter les prétentions germanophiles du chef nationaliste. Il faudrait pour en montrer toute la fausseté, empiler des autorités, et le cadre de cette lettre est trop étroit pour ce faire.

Mais pour que M. Bourasse ne veuille m'accuser de supercherie, je pourrais lui signaler une brochure de Henri Hauser, professeur à l'université de Lyon, sur le **"Principe des Nationalistes"** (Paris, Librairie Félix Alcan), et il pourrait encore la publier dans son journal; je lui signale même le chapitre IV sur l'"Evolution de l'idée de nationalité."

Le chef nationaliste se réclame souvent de l'autorité du vicomte Bryce, ancien ambassadeur aux Etats-Unis; qu'il me permette donc de lui signaler une étude publiée par lui dans la **"Bibliothèque Universelle"** de Lausanne, en décembre 1915 et il nous dira dans son prochain article comment l'Angleterre entend le principe des nationalités.

Mais d'ailleurs ponrquoi s'attarder à discuter sur ce point. Lui qui veut tant sauvegarder les nationalités allemandes et autres, que ne cite-t-il pas la théorie allemande des nationalités exposé dans l'écrit de Treitscke sous le titre: **Was fordern wir Frankriech?**

En avril 1914 dans une conversation avec M. Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin von Jagow définissait comme suit la doctrine allemande sur les nationalités :

**"Les petits Etats ne pourront plus mener, dans la transformation qui s'opère en Europe au profit des nations plus fortes, par suite du développement des forces économiques et des moyens de communication, l'existence indépendante dont ils ont joui jusqu'ici. Ils sont destinés à disparaître ou à graviter dans l'orbitre des grandes puissances."**

M. Bourassa approuve-t-il cette doctrine ?

Pour se couvrir M. Bourassa se réclame de l'appel de Benoît XV aux belligérants, en 1915, dont il détache une phrase : que ne nous donne-t-il pas le texte complet de ce document, pour voir, si le pape justifie les attentats de l'Allemagne à la liberté des peuples ?

## LA RUSSIE A CONSTANTINOPLE. — LA RUSSIE ET LE JAPON.

Après avoir lu un grand nombre d'ouvrages de toutes nuances, de toute opinion, car j'ai même lu de la littérature boche — je croyais que la Belgique se battait pour le respect de la parole donnée ; que la France, l'Angleterre, s'étaient jointes à elle pour faire triompher le droit ; mais non. M. Bourassa a trouvé autre chose, et il le dit dès le deuxième aliénas de son troisième article :

**"C'est donc principalement pour assurer à la Russie Constantinople que nous nous battons".**

Pourtant dans le même numéro du "Devoir", du 20 février, j'ai lu dans une interview de M. l'abbé Thellier de Poncheville, le passage suivant, qui tout en étant très révélateur sur les méthodes de guerre des amis de M. Bourassa, ne dit rien de ce que M. Bourassa avance. Lisez encore :

**—Et vous savez, continue M. l'abbé, il ne faut pas croire que les Allemands soient devenus plus civilisés, à la suite des revers qu'ils ont éprouvés. Leurs brutalités sont tout aussi révoltantes à l'heure actuelle qu'ils y a deux ans, particulièrement en Belgique et dans le Nord, où sous prétexte de culture de la terre au profit des populations envahies, ils emmènent indistinctement femmes, jeunes filles, enfants, en Allemagne, où la plupart sont forcés de travailler aux munitions, directement ou non. Il est un de mes jeunes parents, âgé de dix-huit ans, qui a été déshabillé et fouetté au sang parce qu'il se refusait à fabriquer des obus allemands. D'autres ont eu les poignets serrés dans des tenailles de fer jusqu'à ce que la douleur les fit consentir à tout. Et il est des mères de famille qui sont mortes de douleur en voyant leurs jeunes filles emmenés cyniquement par la soldatesque allemande. C'est le retour absolu à la barbarie...**

Toujours soucieux de sauvegarder les intérêts allemands, turcs et bulgares, M. Bourassa suggère à M. Borden de proposer la neutralisation de Constantinople et des Dardanelles. Et à l'appui de sa théorie le diplomate suggère toute une série de moyens.

Or, n'en déplaise à M. Bourassa, je ne crois pas que sa théorie aie de chance de rallier les suffrages au congrès de la Paix et cette question de Constantinople que M. Bourassa vous règle comme ça tout de go, est encore une des grandes difficultés diplomatiques, qui se dénouera à la pointe de la baïonnette quand le temps sera venu.

Oui, M. Bourassa voudrait laisser Constantinople aux Turcs, les bourreaux de la chrétienté et la honte de l'Europe? Il va bien notre homme.

Quant à la question qui touche à la Russie et le Japon, le chef nationaliste étale beaucoup de théories et nous fait un long exposé des "tricheries" de l'Angleterre; ce n'eut pas été complet.

Mais résumons :

**Le plus probable, c'est que le Japon cherchera à partager avec la Russie la domination de l'Asie et à agrandir son empire maritime. Cette expan-**

**sion le mettra, un jour ou l'autre, en conflit avec l'Angleterre ou avec les Etats-Unis, peut-être avec les deux. Dans le premier cas, l'Australie et la Nouvelle-Zélande seraient fort exposées; dans le second cas, les Philippines courraient des risques sérieux. Dans les deux alternatives, les côtes de la Colombie-Anglaise seraient également menacées.**

**Si, au milieu des préoccupations que lui cause le salut de l'Empire, sir Robert Borden a encore le loisir de penser au Canada, il devrait profiter de ses entretiens avec les ministres anglais pour s'enquérir de leurs dispotions à cet égard. Cette situation très complexe peut nous mettre en conflit avec les Etats-Unis, si l'Angleterre reste d'accord avec la Russie et le Japon; ou nous forcer de nous entendre avec les Etats-Unis sur des mesures de commune défense, si la Grande-Bretagne renonce à sa politique actuelle pour se solidariser davantage avec la République américaine. Dans un cas comme dans l'autre, il serait utile de savoir à quoi nous en tenir.**

Vous voyez que notre diplomate ne manque pas d'horizon. C'est un devin. Il voit tout venir ça.

Dommage que M. Borden auquel ces articles sont destinés n'ait pas eu l'avantage de les prendre comme **vade-mecum.** S'il allait oublier cette question du Japon et de la Russie, que deviendrions-nous, je vous le demande ?

Souhaitons que le ciel nous laisse encore longtemps notre grand diplomate pour conjurer le "péril jaune," après le "péril anglo-russe."
mate pour conjurer le "péril jaune," après le "péril anglo-russe" et le "péril anglo-saxon".

"Brrrrr". — J'en frémis.

## LE TRIOMPHE DE LA DEMOCRATIE.

Est-il dans notre histoire des pages plus palpitantes que celles du récit de la lutte de nos ancêtres se battant pour la démocratie contre l'oligarchie anglaise ?

Ma pensée s'est reportée vers ce passé héroïque en relisant l'article que M. Bourassa consacre au "triomphe de la démocratie."

Après s'être moqué comme il sait le faire, avec ce cynisme qu'il met quand il parle de ses compatriotes, le chef nationaliste écrit ce qui suit :

**A première vue, cet article du programme des Alliés, dont nous sommes solidaires, ne cadre guère avec l'objectif suprême indiqué par .sir Edward Grey : "assurer à tous les Etats leur libre développement, dans les conditions d'égalité, et conformément à leur génie propre". .De quel droit les Français et les Anglais. et les Canadiens en queue de train, iraient-ils imposer leur propre régime aux Allemands et aux Autrichiens, alors qu'ils trouveraient insupportable de subir celui des "barbares teutons"?**

Pourquoi ne retournerions-nous pas la dernière phrase de cet alinéa et ne demanderions-nous pas à M. Bourassa : "De quel droit les Allemands et les Autrichiens iraient-ils imposer leur propre régime aux Belges, aux Serbes, aux Français, etc." Ne croit-on pas que la question serait mieux posée?

Ne faut-il pas qu'un homme ait absolument un besoin de pérorer pour prendre à l'heure qu'il est sous sa protection les Allemands et les Autrichiens ?

Lui qui a dénoncé avec tant de vigueur, (et là-dessus je l'approuve) l'oligarchie anglaise, il viendrait aujourd'hui s'indigner du fait qu'usant de représailles les Alliés fassent sentir aux Allemands et aux Autrichiens la rigueur de leurs méthodes ?

Trouve t on dans l'histoire contemporaine l'exemple d'un régime aussi barbare que celui que l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie imposent à leurs sujets.

Que M. Bourassa "**à larges traits**" raconte donc à ses lecteurs, comment par exemple, l'Allemagne a traité le Schleswig du Nord, la Posnanie, l'Alsace-Lorraine ? Qu'il nous dise donc comment ce bon François-Joseph, d'exécrée mémoire, a traité les nationalistes hongrois .

Et la bonne Turquie donc ?

Est-ce l'Allemagne qui assurera le triomphe de la démocratie ?

M. Bourassa, descendant d'un grand défenseur de la dèmcoratie émet la prétention suivante :

**Somme toute, il en est de la démocratie comme de tous les régimes : tant vaut l'esprit, tant vaut le régime. .Un peuple foncièrement chrétien, d'esprit et de moeurs, chrétien dans sa vie publique et dans ses rapports internationaux, présenterait assurément un beau spectacle et ferait oeuvre d'apostolat mondial. .Où est-il ce peuple ? .Où est-elle, même dans les rangs des nations qui luttent pour la "civilisation supérieure", celle qui a le droit de s'ériger en juge de ses soeurs ?. Si elle existait, cette nation vraiment chrétienne, elle se contenterait de prêcher par l'exemple. .Elle n'aurait recours ni aux dreadnoughts, ni aux obusiers pour démocratiser le monde.**

Voyez-vous ici M. Bourassa demander laquelle des nations de l'Entente qui a le droit de s'ériger en juge de ses soeurs ?

Savoir que je ne le ferais pas mettre en furie je lui rappellerais bien que l'Angleterre qu'il maudit toujours avec tant de désinvolture, a fait plus pour la liberté des peuples que l'Allemagne ne pourra jamais faire : la France qui est allé au secours de toutes les nations en détresse pourrait juger l'Allemagne.

La petite Belgique, surtout, a le droit de demander à l'Allemagne ce que c'est l'honneur et la parole donnée.

Pour sauver la démocratie, ne comptons pas trop sur l'Allemagne, si vous le voulez bien.

## LIBERTE DES MERS. — DESTRUCTION DU MILITARISME.

La liberté des mers inspire à M. Bourassa les phrases qui suivent :

**A l'heure actuelle, les deux nations qui parlent le plus de la liberté des mers sont celles qui la violentent davantage : l'Allemagne avait brutalité, l'Angleterre, plus humainement, avec une tranquille audace. Pratiquement, le commerce maritime du monde entier est à la merci des torpilles allemandes et des saisies anglaises. .Il en résulte, pour tous les pays, une gêne et même des souffrances considérables. .Les scènes douloureuses qui se sont produites à New-York, ces jours-ci, démontrent jusqu'où portent les conséquences d'un blocus maritime.**

Retenons que M. Bourassa parle de la brutalité de l'Allemagne, mais il a soin de parler aussi de l'Angleterre.

Il ne craint pas pour justifier sa thèse d'apporter comme exemple des effets du blocus "les scènes douloureuses qui se sont produites à New-York".

Peut-on mentir "avec une aussi tranquille audace".

A preuve de la fausseté de ce qu'avance M. Bourassa, on n'a qu'à parcourir les journaux américains depuis des mois et des mois, et on verra que les "scènes douloureuses" dont il parle ont eu pour causes la cherté de la vie, amenée non par le blocus maritime, mais par la trop grande exportation et par les accaparements.

Le chef nationaliste écrit encore :

**Les Etats-Unis réclameront l'immunité du commerce maritime, en temps de guerre. C'est, du reste, ce qu'ils n'ont cessé de faire en toute occasion depuis plus d'un siècle."**

Encore une fausseté. Lors de la guerre civile, les Etats-Unis n'ont-ils usé du blocus maritime ?

La partie de cet article qui traite du militarisme, est celle qui est le plus émaillée de contradictions et de faussetés.

Nous allons le voir.

M. Bourassa préconise d'abord le désarmement et il englobe toutes les nations dans sa première proposition.

Citons-la plutôt :

**A la suite de cette guerre effroyable, les hommes qui ont la responsabilité du sort des nations ont un suprême et impérieux devoir à accomplir : empêcher, dans la mesure du possible, le recommencement d'une pareille catastrophe.. L'affranchissement des nations opprimées, la répression des poussées impérialistes, d'où qu'elles viennent, la suppression des alliances offensives et défensives, l'immunisation du commerce maritime ; tout cela éliminerait la plupart des causes lointaines et préparatoires des guerres. Mais ces mesures préventives resteraient illusoires, si on laissait ubiter la caue immédiate et concrète de toute guerre : l'armement à outrance. Sans les moyens d'action que le militarisme met à la portée facile des war-mongers, les haines de races, la soif des conquêtes, les rivalités économiques n'entraîneraient pas inévitablement la guerre. En tout cas, la guerre ne prendrait pas le caractère d'intense frénésie qui caractérise le conflit actuel ; elle ne ruerait pas des nations entières les unes contre les autres ; elle n'aboutirait pas, selon la juste expression du Souverain Pontife, au "suicide de la civilisation."**

**Si l'on veut épargner aux générations futures l'horreur des jours que nous traversons, et de pires calamités peut-être, il faut en finir résolument avec le vieil axiome romain : si vis pacem para bellum. De toutes les fausses maximes auxquelles l'humanité se laisse si facilement prendre, de siècle en siècle, il n'en est pas de plus mensongère que celle-là, de plu contraire à la raison, au simple bon sens, à la réalité des faits. Dans l'ordre moral ou politique, comme dans la nature elle-même, toute cause aboutit à ses conséquences logiques. Les préparatifs de guerre mènent à la guerre. Si 'lon veut établir la paix, il faut travailler pour la paix.**

Vous avez bien lu, n'est-ce pas ? il veut que les nations désarment ; or, un peu plus loin, il dit :

**Ce n'est pas si facile que cela de désarmer une nation, même vaincue, même écrasée, et surtout de l'empêcher de s'armer de nouveau. Napoléon l'a tenté, précisément avec la Prusse. Il limita rigoureusement le nombre de soldats que Frédéric-Guillaume aurait le droit d'armer. Réduit, comme jamais le Kaiser ne pourra l'être dans la guerre actuelle, le roi de Prusse se soumit ; mais il tourna la difficulté en enrôlant, chaque année, de nouvelles recrues dont le nombre total ne dépassait jamais le chiffre prescrit par Napoléon. Le régime d'expédient, loin de réduire la Prusse à l'impuissance, marqua l'origine du "militarisme prussien," que toutes les armées d'Europe ont fini par prendre comme modèle. Naturellement, ce fut la Prusse qui en profita la première. Moins de dix ans après Iéna, l'armée prussienne régénérée sauvait Wellington à Waterloo, et remportait sur les débris de la Grande Armée française la suprême victoire dont les Anglais se sont attribué toute la gloire.**

Si donc il prévoit que l'Allemagne prussianisée tentera de reconstituer ses armées et renouveler ses armements, pourquoi veut-il que les autres nations désarment ?

Pourquoi en même temps conteste-t-il à l'Angleterre le droit d'avoir une flotte ?

Vous allez voir comment notre homme écrit l'histoire.

S'il faut l'en croire le militarisme à outrance ce ne serait pas l'Allemagne qui l'aurait pratiqué. Où a-t-il pris cela ? je vais vous le dire.

Lisez d'abord ce qu'il écrit :

**Et puis, le "militarisme prussien" est-il bien la seule ou même la principale cause du conflit entre les nations ? Durant les quarante années qui ont précédé la guerre actuelle, l'Allemagne prussianisée et militarisée n'avait pris part à aucune guerre, sauf à l'expédition internationale contre les Boxers. Par contre, "chacun" des pays de l'Entente, coalisés aujourd'hui contre le militarisme prussien, avait provoqué ou subi plus d'une guerre où l'Allemagne n'avait rien à voir de près ou de loin. Ce n'est pas le militarisme prussien qui a fait les guerres du Tonkin, de la Tunisie et du Maroc ; ni les guerres de l'Afghanistan, du Soudan, de l'Afrique-Sud et du Thibet ;**

**ni la guerre de la Russie contre la Turquie et celle du Japon contre la Russie ; ni l'expédition de l'Italie en Abyssinie et sa guerre récente contre la Turquie**

Et bien ! vous allez trouver absolument la même théorie que vient d'émettre ici M. Bourassa dans le fameux manifeste des "93 intellectuels allemands" : c'est le premier de la série des "Il n'est pas vrai."

A mon tour je puis dire que "Il n'est pas vrai" que le kaiser et sa nation aient toujours voulu la paix durant les quarante dernières années. La-dessus encore il ne faut pas se laisser emplir, comme écrit M. Bourassa le 13 février et pour le démentir j'ai sous la main une fort intéressante brochure de Paul Dudon, un grand écrivain catholique : c'est intitulé : **"La Guerre, qui l'a voulue ?"** d'après les documents diplomatiques".

A la page 58 on lira tout ce qu'il faut pour répondre au 94ème intellectuel allemand, de Montréal. On verra l'attitude de défi que l'Allemagne a toujours tenue vis-à-vis de la France.

Dans une autre brochure, **"1815 à 1915 du Congrès de Vienne à la guerre de 1914"** de Chas. Seignebos, on verra encore aux pages 25 et 26 comment Guillaume aima la paix.

Pour faire plaisir à notre distingué et érudit diplomate, reconnaissons que les alliés de l'Entente ont fait les guerres qu'il mentionne; aucune de ces guerres n'est comparable à l'horrible guerre que de propos délibéré Guillaume II et François-Joseph ont déchaînée sur le monde.

Si depuis 40 ans l'Allemagne n'a pas fait la guerre, c'est parce qu'à ses multiples provocations les nations de l'Entente ont fait sans cesse des concessions qui lui ont coûté cher.

Combien la France a payé cher toutes ces concessions!

Le**Mercure de France** (16 sept. 1916) publiait une étude fort instructive de M. Emile Lalloy sur **les débuts diplomatiques de Guillaume II**; on verra là la preuve que le 4 juillet 1891, il faisait une visite à sa grand'mère la reine Victoria, au cours de laquelle il disait à notre souveraine son intention de déclarer la guerre à la France.

D'ailleurs pourquoi insister: à qui M. Bourassa fera-t-il croire aux intentions pacifistes et pacifiques du Kaiser et de François-Joseph quand les dossiers des chancelleries de l'Europe sont bourrés de documents qui établissent que même en dépit de l'opposition de Bismarck, Guillaume, jeune prince, n'attendait que son heure pour faire peser sur le monde la domination de sa traître nation?

## MILITARISME CANADIEN

D'après M. Bourassa notre participation à la guerre a implanté chez nous le militarisme et voici comment il le juge:

**En quoi, je vous le demande, ce militarisme diffère-t-il du militarisme prussien, si ce n'est qu'il est encore plus pernicieux, juisqu'il n'a pas même la grandeur de la patrie pour excuse ?**

**Il semble donc que si M. Borden et ses collègues veulent aviser utilement les ministres impériaux sur les mesures à prendre à l'issue de la guerre pour détruire le militarism en Prusse et ailleurs, ils devront d'abord promettre de défaire à peu près tout ce qu'ils ont fait ici depuis deux ans..**

Que M. Bourassa dénonce le militarisme dans l'avenir, c'est très bien, mais est-ce à dire qu'à cause de sa participation à la grande guerre, notre pays devra se ranger lui aussi, à côté des nations armées? Croit-il vraiment qu'il ne reste plus au Canada que des **Wars mongers**, selon son expression favorite? Prétend-il qu'il est à lui seul la quintessence de la sagesse et du sain patriotisme?

Je sais qu'à plusieurs reprises il a accusé le parti libéral d'avoir donné le premier dans le militarisme; pourtant il n'apporte aucune preuve. Il étale sa prétention sur des incidents, des bouts de phrases ambigues, où les siens trouveront des arguments irréfutables, mais où les gens avisés et plus sages ne verront qu'une prouesse de plus de l'enfileur de phrases qu'est trop souvent le directeur du "Devoir."

## LE NAVALISME ANGLAIS.

Puisqu'on veut abolir le militarisme prussien qu'on abolisse aussi le navalisme britannique, autrement ce serait une suprême inconséquence, déclare M. Bourassa dans son dernier article.

Si on le veut bien, parlons-en un peu du **navalisme** britannique.

Le vicomte Bryce disait dans une étude parue dans la "Bibliothèque Universelle" de décembre 1915, que l'Angleterre conservait sa flotte pour trois raisons. "La première est la faiblesse de son armée qui l'oblige à se protéger contre tout risque d'invasion, grâce à sa "Home fleet". Elle n'a jamais oublié la leçon des guerres napoléoniennes, où ce fut sa flotte qui la préserva du sort de beaucoup de pays de l'Europe, tombés entre les mains de Napoléon.

"La seconde raison est que l'Angleterre ne produit pas, à beaucoup près, de quoi alimenter sa population et doit tirer d'autres pays un supplément de subsistances, de sorte qu'elle serait en danger de famine si, en cas de guerre, elle venait à perdre le commandement de la mer. C'est donc pour elle affaire d'importance vitale et qui touche à son existence que de pouvoir assurer l'importation des denrées alimentaires sans obstacles.

"Et la troisième raison, c'est que l'Angleterre est responsable de la défense des côtes et du commerce de ses colonies et des ses autres possessions étrangères, comme l'Inde. Ces pays n'entretiennent pas une force navale suffisante pour leur défense, c'est pourquoi la mère-patrie est obligée d'avoir une flotte capable de garantir leur sûreté et de protéger leur commerce maritime."

Quel mal y a-t-il donc pour l'Angleterre d'avoir une flotte?

Mais M. Bourassa va dire que l'Angleterre use de sa puissance maritime au préjudice d'autres pays. Or peut-il prouver cet avance? L'Angleterre n'est-elle pas le seul grand pays qui tiennent ses ports librement ouverts au commerce de tous les pays?

Le chef nationaliste écrit ce qui suit pour montrer la mauvaise foi de l'Angleterre.

**La "Gazette" rappelait, ces jours-ci, qu'avant la guerre, le gouvernement britannique avait proposé à l'Allemagne d'arrêter, de part et d'autre, la construction des vaisseaux de guerre. Il eût mieux valu laisser cet épisode dans l'oubli. C'est l'un de ceux qui ont le plus servi aux junkers prussiens pour convaincre le peuple allemand de la mauvaise foi des autorités britannique. Qu'on se rappelle, en effet, les circonstances.**

**En 1912, M. Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, avait, dans un discours sensationnel, proposé une " trêve navale, pourvu que l'Allemagne reconnut à la Grande-Bretagne le droit de conserver sa marge de supériorité. La réserve était déjà significative. Néanmoins, l'amiral von Turpitz avait acquiessé, ou feint d'acquiescer; avec ces gens-là, on ne sait jamais. En mars 1913, M. Churchill renouvela sa proposition en plein parlement. Mais cette fois, il ajouta une réserve additionnelle; la proposition du gouvernement britannique n'affecterait en rien les dispositions que lss Dominions jjugeraient à propos d'adopter pour fortifier leurs armes navales. Or, à ce moment, la Nouvelle-Zélande avait déjà construit un dreadnought, l'Australie avait presque complété son escadre, la Loi navale était votée au Canada; et il avait été convenu, à la Conférence de 1914, qu'en cas de guerre, tous ces vaisseaux seraient à la disposition de l'Amirauté britannique. Enfin, comme pour ajouter à l'ironie de la proposition, au moment même où M. Churchill faisait à l'Allemagne cette offre "généreuse", il encourageait fortement M. Borden à faire décréter par le parlement canadien la construction immédiate de trois super-dreadnoughts, destinés à supplémenter les vaisseaux que l'Angleterre, dans son ardent désir de faire trêve aux armements, se privait de construire! Evidemment, M. Churchill avait oublié cet axiome de droit: "Donner et retenir ne vaut". Les Allemands le lui rappelèrent; et la vague du militarisme continua de monter, au grand consentement des actionnaires anglais et allemands du trust des navires de guerre.**

M. Bourassa rapporte-t-il bien les faits tels qu'ils se sont passés ? Pourquoi faut-il que les événements viennent-ils le prendre en faute de ne pas parler franchemnt.?

Si je parcours les documents que j'ai sous la main, je constate que ce n'est pas en 1912 que l'Angleterre a parlé pour la première fois de diminuer sa flotte, mais bien en 1907, à la deuxième conférence de La Haye alors que l'Angleterre pour démontrer qu'elle n'avait aucune intention belliqueuse contre l'Allemagne, annonça qu'elle ne construirait que 3 dreadnoughts au lieu de 4 en 1907.

Cette proposition fut de nouveau émise en 1908 et en 1909 et sans succès.

M. Bourassa prétend que lord Churchill trompait l'Allemagne en 1912, mais il ne dit pas qu'en 1906 le comte de Raventlow, le publiciste allemand bien connu, avait déclaré : **"Ce que l'Allemagne peut faire de plus, c'est de proposer que l'Angleterre réduise assez la construction maritime pour permettre à la marine allemande d'égaler celle de l'Angleterre. Une fois les deux marines égales, l'Allemagne prend l'engagement de ne pas augmenter sa flotte."**

A propos, pourquoi l'Allemagne aurait-elle eu le droit d'avoir une flotte aussi puissante quand elle possédait l'armée la plus formidable ? Avait-elle les raisons de l'Angleterre pour avoir une puissante flotte ? L'Angleterre n'avait pourtant pas d'armés.

M. Bourassa déteste tant l'Angleterre qu'il voudrait la voir une fois pour toutes à la merci de l'Allemagne. Qu'il en fasse donc son deuil, son désir, si ardent soit-il, ne se réalisera pas.

Monsieur le directeur, il y aurait encore beaucoup à écrire ; mais il ne faut pas ainsi abuser de votre hospitalité. Comme ses articles sur ses propositions de paix, ceux que M. Bourassa a publiés sur les Etats-Unis et la guerre fourmillent d'erreurs et de faussetés. Il serait trop long d'en entreprendre l'analyse.

Je voulais seulement remettre au point certains avancés du chef nationaliste et montrer comme il traiterait bien les Allemands, s'il était un des plénipotentiaires du congrès de la paix : je vous remercie de m'en avoir fourni l'avantage.

Bien à vous,

E. ROUX.

# V — M. BOURASSA DE PLUS EN PLUS TENDRE POUR L'ALLEMAGNE

Montréal, 7 février, 1917.

**Monsieur** le Directeur
du **Canada,**

Me permettriez-vous de signaler à vos lecteurs que notre grand chef nationaliste vient d'avoir encore ce qu'on appelle chez le bon peuple une **FITS** d'anglophobie.

De son bureau de directeur du **Devoir** notre homme continue à orienter, disons plutôt à désorienter, l'opinion dans les grandes affaires mondiales et hier, il nous a parlé de la **CRISE AMERICAINE.**

Comme on le pense bien ce n'est pas du côté des Alliés, et encore moins de l'Angleterre, qu'il veut diriger les sympathies de ses lecteurs. Oh ! que non ! Une partie de son article est consacrée à nous faire savoir qu'aux Etats-Unis **"la haine ou la méfiance de l'Angleterre se sont singulièrement ravivées".**

Lisons plutôt ensemble M. Bourassa ; car je ne voudrais pour tout au monde être accusé d'altérer les textes et les contextes.

**Les Irlandais, naguère divisés en deux groupes—celui des modérés, partisans de Redmond, et celui des intransigeants, favorables à la résistance armée de l'Irlande—sont aujourd'hui unis en bloc compact contre l'Angleterre. Redmond avait prédit ce résultat, lorsque le ministère Asquith le joua avec le cynisme que l'on sait. Un témoin compétent, non suspect de "déloyalisme", sir Edward Morris, premier ministre de Terre-Neuve, a répété l'avertissement, à Londres, la semaine dernière.**

**Il est peu probable que le ministère ultra-tory qui gouverne l'Empire aujourd'hui tienne compte de ces avis salutaires. Tentât-il quelque mesure partielle de justice et de libération en Irlande, il ne réussirait pas à éteindre, aux Etats-Unis — ni ailleurs —, le sentiment d'indignation causé par le meurtre de Skeffington et la répression ultra-prussienne des émeutes de Pâques. Ces actes cruellement maladroits du gouvernement britannique vont singulièemrnet contrebalancer l'effet produit par l'exécution d'Edith Cavell et le torpillage du "Lusitania". Le supplice de l'infortunée et courageuse infirmière était un acte stupide autant que barbare ; mais du moins se justifiait-il "légalement" des dispositifs du code de guerre adopté par toutes les nations contre l'espionnage et les manoeuvres secrètes en pays conquis. L'assassinat de Skeffington, innocent de toute participation à l'émeute, qu'il avait même déconseillée et combattuee, est un crime et un acte d'idiotie sans l'ombre d'une excuse. Il n'en faut pas davantage pour expliquer la recrudescence des haines anti-anglaises aux Etats-Unis.**

**Quant aux déprédations meurtrières des sous-marins allemands, si propres à exciter la juste indignation des Américains, elles sont aussi, dans l'opinion d'un grand nombre, atténuées, sinon justifiées, par les recherches et les saisies opérées par la flotte anglaise. Sans doute, ces opérations gênantes n'ont pas, jusqu'ici, causé de pertes de vie. Mais là-dessus, le chancelier d'Allemagne, dans son récent discours, a préenté un argument qui fortifie l'attitude des Américains pro-allemands ou anglophobes. Le gouvernement américain, dit en substance M. de Bethmann-Hollweg, a également protesté contre le blocus maritime décrété par l'Angleterre et le contre-blocus décidé par l'Allemagne ; mais, ensuite, il s'est soumis aux exigences de l'Amirauté britannique et a concentré ses résistances contre les mesures de représailles prises par l'Allemagne. Si les Etats-Unis avaient maintenu la même attitude envers les deux pays, il n'y aurait eu aucune perte de vie, ou il y en aurait eu des deux côtés. Que les navires américains cherchent à résister aux visites des vaisseaux de guerre anglais, ou leur tirent dessus ; et M. Wilson verra si les Anglais hésitent à les couler.**

**Ce plaidoyer spécieux s'adressait évidemment à l'opinion américaine pacifiste, ou germanophile, ou anglophobe. Il a porté.**

Je n'ai pas le temps, ni l'espace, pour analyser dans tous ses détails cet extrait de l'article du "cher maître. Je veux seulement souligner sa façon de juger l'Angleterre et l'Allemagne.

Prenons d'abord le cas de Miss Cavell. M. Bourassa, tout en admettant que le supplice de cette héroïne est "stupide et barbare," ajoute qu'il "se justifie **légalement** des dispositifs du code de guerre adopté par toutes les nations contre l'espionnage et les manoeuvres secrètes en pays conquis."

Voyons, le plus boche des Boches parlerait-il autrement ?

M. Bourassa, qui est si sévère pour cette héroïne qui soignait avec autant de coeur et de dévouement les soldats allemands que les soldats anglais, n'a jamais, que je sache, blâmé l'odieux espionnage allemand dans tous les pays de l'Entente ; même aux Etats-Unis.

A lire M. Bourassa on dirait que Miss Cavell ne fut qu'une vulgaire virago coupable "d'espionnage et de manoeuvres secrètes", comme telle ou telle baronne allemande de Paris, de Rome ou de Moscou. Qu'en pensez-vous ?

M. Bourassa compare l'assassinat de Skeffington au meurtre de Miss Cavell... la comparaison peut-elle s'établir ? Je vous le demande.

Le fameux journaliste irlandais, innocent, il est vrai, fut tué au cours d'une émeute. Le gouvernement anglais fit instituer une longue enquête et il fut prouvé que ce pauvre Skeffington était tombé sous les balles d'un sous-officier qui avait perdu la tête. Voilà les faits que M. Bourassa n'a pas divulgués.

Dans le cas de Miss Cavell, M. Bourassa qui connait tous les dossiers des chancelleries, pourrait-il nous dire si ce n'est pas un officier allemand qui, sur le refus de ses soldats d'exécuter l'héroïque infirmière anglaise, déchargea son revolver à bout portant sur elle ? Si M. Bourassa ignore ce détail il pourrait se renseigner auprès de M. Whitlock, ministre des Etats-Unis à Bruxelles, et auprès de l'ambassadeur d'Espagne, aussi demeuré à Bruxelles. Et quand il aura eu ces renseignements voudrait-il les publier dans son intéressant journal, par exemple, sous la rubrique "En marge de la grande guerre ?"

Quelques mots de la guerre sous-marine allemande et des saisies anglaises.

Les dépradations meurtrières des sous-marins allemands, dit le chef nationaliste, sont atténuées, sinon justifiées, dans l'opinion d'un grand nombre d'Américains par les recherches et les saisies de la flotte anglaise."

Ici encore, on admettra que la comparaison est boiteuse, pour ne pas dire odieuse. A qui M. Bourassa fera-t-il croire que "dans l'opinion d'un grand nombre d'Américains, "les opérations gênantes" "sans causer de pertes de vies", (comme il écrit) que sont les recherches et les saisies sont comparables aux actes de barbarie des pirates allemands, comme le torpillage du "Lusitania", qui a causé la mort de milliers d'êtres humains, au nombre desquels se trouvaient des pauvres petits enfants et des femmes. Et que dire aussi de tous les autres torpillages ?

M. Bourassa, qui se réclame pour justifier l'assassinat de Miss Cavell "des dispositifs du code de guerre", pourrait-il nous citer l'article du droit international qui permet aux Allemands de couler les navires, même des belligérants, sans avertissement. De mon côté je lui signale le "MANUEL DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC ET PRIVE" de Charles Calvo, (Paris, Librairie nouvelle de Droit et de jurisprudence, 14 rue Soufflot et rue Toullier 13) pour donner droit de visite et de saisie à l'Angleterre et aux Etats-Unis, en cas de guerre. J'indique même le chapitre IV de la troisième partie de l'ouvrage.

Je n'ai pas le temps de continuer cette lettre déjà trop longue et écrite à la hâte. Toutefois permettez-moi, monsieur le directeur, de vous faire savoir qu'un de ces jours à une de ses réunions des "Amis du "Devoir", M. Bourassa, Coryphée d'un nouveau genre, fera chanter à ses dévôts ce refrain du "Hassgesang gegem England" (chant de haine contre l'Angleterre), qui a pour auteur un soldat de l'armée du prince royal de Bavière et qui s'appelle Ernest Lissauer (M. Bourassa le connaît peut-être, — il connaît tant de cho-

ses !) Ce chant est fort long ; je ne veux que vous citer le refrain et vous me direz si M. Bourassa et les siens peuvent le chanter avec âme.

Voici :

> **Mais "toi", nous te haïssons d'une longue haine,**
> **Et nous ne démordrons pas de notre haine,**
> **Haine sur terre, et haine sur mer,**
> **Haine de la tête et haine de la main,**
> **Haine des marteaux et haine des couronnes,**
> **Haine de soixante-dix millions, haine qui t'étouffera.**
> **Ils sont unis pour aimer, unis pour haïr;**
> **Ils n'ont tous qu'un ennemi:**
> **L'Angleterre.**

N'est-ce pas que ce chant traduit bien les sentiments du chef nationaliste.

Merci, M. le Directeur,

E. ROUX".

# VI. — M. BOURASSA COLPORTE AU CANADA LES VILENIES ALLEMANDES

Montréal, 30 mars 1917.

M. le directeur,

Je viens de lire les deux articles de M. Henri Bourassa sur la conscription; je ne m'attarderai pas à montrer ce que ces éjaculations du puissant cerveau de notre grand homme ont encore d'ineffable. Comme vous le dites dans le **Canada** des 28 et 29 mars, le chef nationaliste trompe sciemment ses lecteurs en leur disant que si aujourd'hui il est question de conscription, c'est que le parti libéral et Sir Wilfrid Laurier, son vénéré chef, l'ont voulu.

Ce que je veux surtout relever de ces deux articles, c'est une vilenie que le directeur du "Devoir" a déjà proférée plusieurs fois et qui vise les trois grandes nations de l'Entente.

Dans son journal, M. Bourassa écrivait le 27 mars :

**Egalement démagogique et détestable est l'argument du même journal, que le dessein d'imposer le service militaire s'inspire de la "haine bête "de la race française ; ce qu'on veut, c'est d'envoyer le plus possible de ces "d.... Frenchmen" sur les champs de bataille d'Europe pour les y faire "tuer." On croirait lire l'Electeur et le Soir de 1896. Un journal grave qui veut tout "instaurer dans le Christ" (par l'entremise de l'Angleterre protestante, de la France officiellement athée et de la Russie schismatique et révolutionnaire), qui a laissé circuler dans toute la presse tory du pays les élucubrations impérialistes de son principal rédacteur sous l'égide du "Cardinal-archevêque de Québec," devrait s'abstenir d'un tel langage. Ces expressions virulentes auraient peut-être trouvé leur place — et encore ! — lorsque "la haine bête de la race française" s'exerçait sur son vrai terrain, pour dépouiller la minorité du Keewatin et tyranniser les Canadiens-français de l'Ontario. Dans les circonstances actuelles, ces violences sont inutiles, dangereuses et mal placées.**

Je n'ai pas l'intention de défendre ici les théories un peu outrées du journal visé par M. Bourassa. Ce que je tiens à signaler à vos lecteurs, c'est le passage que j'ai souligné dans l'entrefilet cité, où l'auteur dénonce encore **l'Angleterre protestante, la France officiellement athée et la Russie schismatique et révolutionnaire.** En répandant cette affirmation dans le pays, M. Bourassa ne fait que colporter une infamie que les Allemands ont déjà propagée dans les pays neutres, dans le seul but de discréditer l'Angleterre, la France et la Russie. Et si on veut la preuve de ce que j'avance, on n'a qu'à lire la conférence prononcée à Paris, le 24 mars 1916, par Mgr Baudrillart, recteur de l'Institut catholique de Paris.

Au témoignage de l'illustre prélat, quand l'Allemagne a voulu gagner la sympathie des catholiques des pays neutres, comme l'Espagne, l'Italie, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, elle ne leur dit autre chose que ce que M. Bourassa écrit dans son journal.

**"Qu'attendre, disaient les publicistes à la solde de la Germanie, d'une victoire remportée par la protestante Angleterre, la schismatique Russie, la France révolutionnaire et athée, sinon partout l'affaiblissement de la foi et le progrès de la Révolution ?"**

Eh ! bien, n'en déplaise à M. Bourassa, c'est encore avec l'Angleterre, la France et la Russie qu'on compte le plus pour "tout instaurer dans le Christ," comme notre saint homme l'écrit ironiquement.

Ce sophisme habile et pernicieux que colporte M. Bourassa ne devrait plus avoir cours dans notre pays et c'est pour essayer de le battre en brèche que je vous demande l'hospitalité de vos colonnes.

## POURQUOI IL FAUT REPONDRE SANS TARDER A M. BOURASSA.

Si je n'avais été à même de me rendre compte du mal fait par ce sophisme odieux de notre "grrrand écrivain catholique" je n'aurais pas pris la peine de tenter de le réfuter ; je me fus contenter de déplorer l'aberration de ce compatriote que ses dévôts proclament la bouche en coeur le plus illustre d'entre tous. Mais une conversation que j'eus un jour avec un jeune prêtre très brillant et très estimé m'a attristé au point que je crois faire oeuvre de réparation en entreprenant de montrer aujourd'hui combien M. Bourassa déforme l'opinion publique. Et ce que ce jeune prêtre m'a dit beaucoup d'autres le disent aussi et pour le savoir il suffit d'écoûter un peu.

Je me trouvais donc un jour dans une campagne, qui n'est pas à cent lieues de Montréal. Le curé de l'endroit, un de mes meilleurs amis et condiciples me fit l'honneur d'une visite. En compagnie de ma femme, d'une vieille tante et d'une cousine, nous passâmes deux bonnes heures dans le calme d'un après-midi ensoleillé. Comme vous le pensez bien nous abordâmes le sujet de la guerre. Au jeune prêtre je faisais part de ma certitude dans la victoire finale de l'Angleterre, de la France et de la Russie.

— Oh ! me répliqua-t-il, il ne faut pas être si certain que cela. L'Allemagne est bien puissante.

— Mais, lui répondis-je étonné, est-il possible de croire que la Providence ne donnera pas la victoire aux grandes nations qui se sont constituées les champions de la justice.

—Comment croire, riposta mon interlocuteur, que la France athée, la Russie schismatique et l'Angleterre protestante se fassent les champions de la justice. Ne faut-il pas plutôt croire que c'est l'intérêt qui les anime avant tout. La France et l'Angleterre sont allées au secours de la Belgique, et la Russie au secours de la Serbie, bien plus pour sauvegarder leur vie que celle de ces petites nations...

— Songez donc, cher monsieur le curé, que ce sont les prétentions de M. Bourassa que vous soutenez là, lui dis-je tout interloqué.

— Et oui ! et ces prétentions sont justes. On ne me fera pas croire que le catholicisme et la justice ont plus à gagner du triomphe de ces trois nations, que de l'Allemagne.

J'entrepris alors de lui démontrer que ce que M. Bourassa disait là n'était que les doctrines allemandes. Tant bien que mal j'essayai d'apporter des preuves, mais mon jeune ami restait sceptique et c'est à son intention comme à celle de ceux qui ont été comme lui trompés par les écrits de M. Bourassa, que j'écris aujourd'hui cette lettre.

Puisse-t-il voir dans le geste que je fais rien autre chose que le désir de rendre hommage à la vérité et justice aux grandes nations, que son chef se plaît avec tant de complaisance à discréditer.

## M. BOURASSA REFUTE PAR LES ECRIVAINS ECCLESIASTIQUES.

J'aurais pu recourir au témoignage d'écrivains laïques pour montrer tout l'odieux de la campagne systématique de dénigrement menée avec tant de "furiâ" par le chef nationaliste, mais combien plus d'autorité devrait avoir auprès des catholiques et du clergé canadien le témoignage d'écrivains ecclésiastiques. On eut pu mettre au compte de l'enthousiasme ou de l'ivresse patriotique les réponses d'hommes comme Maurice Barrès, Fernand Daudet, René Bazin ou Etienne Lamy.

Si peu de cas que pourrait faire M. Bourassa de l'opinion de prélats, de religieux ou de prêtres français, je m'aventure à la donner pour que les esprits sérieux et de bonne foi ne puissent faire autrement que d'admettre qu'on la respecte, et qu'on l'accepte comme péremptoire.

Pour battre en brèche la formidable organisation de presse allemande qui répand à profusion de par le monde les plus iniques faussetés, il s'est fondé à Paris, sous le haut patronage de Son Eminence le Cardinal Amette, un comité catholique de propagande française à l'étranger. Aux tracts, aux bro-

chures, aux ouvrages des écrivains boches, le comité catholique a répondu par des études approfondies bourrées de documents authentiques et c'est à ces sources de vérité que j'ai surtout puisé espérant ainsi faire justice aux affirmations haineuses de celui qui s'arroge le droit de morigéner tous ses compatriotes et l'épiscopat.

## I—L'ANGLETERRE PROTESTANTE

Combien de fois M. Bourassa nous a-til rabâché que l'Angleterre est protestante ? Si vous le voulez bien, nous allons voir ensemble ce qu'il faut penser de cette affirmation et comment il faut l'accepter.

Reconnaissons que l'Angleterre est un pays protestant, mais est-ce à dire, comme le laisse supposer M. Bourassa, que pour ce fait il faut se méfier de l'Angleterre ? Est-ce à penser qu'il ne faut rien attendre de bon de l'esprit de justice et de libéralisme du peuple anglais ?

Pour qu'on ne mette pas ma parole en doute, je me hâte d'apporter des témoignages, qui ne devraient pas être suspects à des esprits larges et généreux.

Aux pages 94-95 des **Annales de la Propagation de la Foi,** mars 1915, un Capucin missionnaire au Somaliland publie ce qui suit :

**"Quelle différence entre l'Angleterre d'autrefois et celle de nos jours ? Prenons un exemple : combin de religieux et de religieuses ont reçu l'hospitalité sur le sol britannique ! et ils y vivent en paix. .Or, si l'on se reporte à quelques années en arrière, sur ce même territoire, on trouve la persécution déchaînée, le "papisme" honni, tout culte catholique interdit, les prêtres obligés de se cacher ou mourant pour leur foi. .Maintenant, les prêtres agissent librement. .Que d'écoles catholiques ont été ouvertes en Grande-Bretagne et sont subventionnées par l'Etat ! Que de monastères fleurissent !. .**

**" C'est un mystère psychologique que, seule, la largeur d'idées de ce peuple explique. .Et voici que cette largeur d'idées incline les Anglais vers la religion catholique... et les conversions se multiplient. .Qui donc penserait maintenant à arrêter une solennelle abjuration comme celle d'un sir George Carfield d'Arcy Irvine ?**

**"Ce n'est pas seulement dans la métropole que l'Angleterre manifeste son esprit libéral. Dans ses colonies aussi, que d'exemples elle en donne ! Où trouve-t-on un peuple qui traite les missionnaires étrangers eux-mêmes comme ceux de sa propre nation ? C'est ce qui se passe cependant dans les colonies anglaises. Partout, les missionnaires français sont reçus, non seulement sans entrave, mais encore avec des sentiments de courtoisie, de respect et de gratitude."**

Voyons ! ce témoignage pèse-t-il autant que celui de M. Bourassa ?

Tandis que le chef nationaliste affirme que l'Angleterre est protestante un écrivain allemand, lui, prétend que l'Angleterre renie le protestantisme et Mgr Batiffol possède une lettre en date du 1er septembre 1915 adressée à un de ses amis en Suisse par un pasteur luthérien de Francfort, qui déclare voir dans l'alliance de l'Angleterre avec la France et la Russie "un reniement du passé protestant de l'Angleterre et, par là, une lutte pénible contre la puissance du protestantisme."

**Dans son ouvrage, Quelques motifs d'espérer,** l'abbé Félix Klein, professeur a l'Institut Catholique de Paris, publie un chapitre des plus consolants sur la **Renaissance catholique en Angleterre.** Je le soumets à la méditation de M. Bourassa. Il pourrait aussi lire avec profit la **Crise religieuse en Angleterre** et **l'Anglo-Catholicisme** du P. Ragey. Dans une petite brochure intitulée **Petite histoire de l'Eglise catholique au XIXe siècle,** Pierre Lorette écrit (p. 97) en parlant des conquêtes du catholicisme en Angleterre.

**Les conversions se multiplient, les ritualistes se rapprochent sans cesse de l'Eglise romaine, quoique les décisions de l'Encyclique "Satis cognitum (29 juin 1896) et le Bulle "Apostolicae curae" (13 septembre 1896) aient déclaré nulle "les ordinations anglicanes."**

Et je termine ces citations par les suivantes cueillies dans **Le réveil du catholicisme en Angleterre au XIXe siècle** de M. l'abbé J. Guibert, supérieur

du Séminaire de l'Institut catholique de Paris. Parlant de l'Eglise catholique, l'auteur écrit:

**"Je ne te cherche plus ô Eglise catholique d'Angleterre, tu ne te caches plus dans les angles, mais tu parais au grand jour, mais tu grandis au soleil de la liberté reconquie, mais tu attires sur tes progrès les regards du tout l'univers. (p. 10).**

Et après avoir donné des statistiques étonnantes des progrès du catholicisme en Angleterre, M. l'abbé Guibert (p. 11) écrit ce qui suit:

**"Le catholicisme ne s'affirme pas moins par son attitude que par le nombre. Les églises sont en évidence, tant dans les riches quartiers des villes que dans les populeux faubourgs; elles se dressent fièrement jusque sur les places publiques, témoin cette majestueuse cathédrale que le Cardinal Vaughan élève aux portes de Westminster comme un acte public de la foi catholique. Dans ces sanctuaires désormais à l'abri de toute crainte, nos cérémonies se déroulent avec la splendeur des ornements sacrés et les plus riches inspiration de la musique religiieuse. Le culte déborde jusque dans les rues, où l'anglican étonné et respectueux voit passer les processions. Cette expansion de vie catholique ne soulève ni passion politique, ni fanatisme religieux ; le catholique jouit, au-delà de la Manche, d'une liberté que des nations catholiques comme la France lui envient, hélas! trop justement".**

Mais pourquoi aller chercher si loin des témoignages quand nous avons celui même de Sa Grandeur Mgr Bruchési, qui rappelait à son retour du congrès eucharistique de Londres, en 1908, les grandes conquêtes du catholicisme en Angleterre?

M. Bourassa, lui-même, sait bien où aller prier Dieu quand il va à Londres, et il sait aussi bien que quiconque la liberté dont jouissent les catholiques anglais, qui ont eu un des leurs maire de la ville de Londres.

C'en est assez, je crois, pour démontrer qu'il n'y a rien à craindre pour le catholicisme de la part de l'Angleterre et que c'est par besoin de dénigrement que le chef parle toujours de la "protestante Angleterre".

## II—LA FRANCE OFFICIELLEMENT ATHEE

Autant il met de haine à parler de l'Angleterre protestante, — autant M. Bourassa met de dégoût à parler de la "France officiellement athée". Pourtant il ne faut pas avoir peur des gros mots du directeur du "Devoir" et pour montrer encore comme il est injuste j'apporterai ici le témoignage de Mgr Baudrillart, de Mgr Batiffol, des trois derniers papes: Léon XIII, Pie IX et Benoit XV.

Avec cela je compte satisfaire les plus exigeants, les plus encroûtés de "bourassisme".

Il me tarde de citer ici une admirable page de la conférence de Mgr **BAUDRILLART** en date du 24 mars 1916.

Voici en quels termes l'éminent prélat répond à ceux qui, à l'instar de M. Bourassa nous parlent sans cesse de l'athéisme de la France :

**"Quant aux reproches faits à la France, s'ils sont vrais en ce qui concerne l'attitude officielle et certains actes de son gouvernement, ils ne le sont plus quand ils visent la nation elle-même. Il sera difficile, je le crois, de faire comprendre aux étrangers la situation complexe en vertu de laquelle des élections faites sur le terrain politique, sur des questions de personnes et sur des intérêts locaux, ne représentent pas l'état moral et religieux de la nation tel qu'il est. Comment leur faire admettre que tel candidat radical, dans son pays égrènera publiquement un chapelet, promettra des fonds au curé, soutiendra les soeurs, l'école chrétienne, les congrégations, sans que ses électeurs voient la portée de ses actes, parce qu'ils le tiendront personnellement pour un brave homme? Pourtant c'est un fait, et nous avons le droit d'affirmer que la représentation politique de la France n'est pas en tout la représentation vraie de la France.**

**"C'est un fait aussi que la France est féconde en oeuvres catholiques, animées, du plus pur esprit chrétien; qu'elle en compte même plus que toutes les autres nations; que la plupart des familles françaises non seulement observent la loi morale, mais sont étroitement unies; — que les maris aiment leurs femmes et les femmes aiment leurs maris —; que les enfants respectent leurs parents et les aident dans leurs vieux jours; et que, si ces familles ne font guère parler d'elles, à côté de celles dont on se plait à étaler les tares, c'est que, chez nous, autant le mal est fanfaron, autant le bien est modeste; c'est un fait que, par ces oeuvres et par ces familles l'action du peuple français dans le monde reste une action chrétienne et sert l'église de mille manières, à commencer par l'abondance de ses dons et la propagande de ses missions; c'est un fait enfin que, même dans ses écarts, la France garde un fond de généroisité et de charité qui s'inspire du christianisme ; et ce sont ces faits que la Papauté a toujours reconnus et qu'Elle reconnaissait hier encore en proclamant que la France est et demeure la Fille ainée de l'Eglise".**

Le révérend Schroers, un écrivain allemand, professeur de théologie catholique à l'Université de Boon, avait, lui aussi, entrepris de faire croire au monde que "la France est déchristianisée officiellement, que le catholicisme se voit douloureusement et entièrement hors du droit."

Dans une importante étude publiée dans un des ouvrages du "Comité catholique de propagande française à l'étranger" et intitulé **L'Allemagne et les Alliés devant la conscience chrétienne, Mgr BATIFFOL,** fait bonne justice des prétentions de l'ecclésiastique allemand comme de celles de notre grand rhéteur.

**"Vraiment, dit-il, sommes-nous si défunts et si enterrés que vous dites? répond le distingué prélat en parlant de messire Schoers, (p. 207). .N'y a-t-il de vivants que les fonctionnaires de l'Etat ? Vous nous dites parfaitement dépouillés de tout droit, (volkommen entrechter), parce que le pape Pie X a préféré pour nous le droit commun à la liquidation que nous offrait la loi de séparation ; le droit commun, qui suffit aux catholiques des Etats-Unis et de l'Empire britannique, est un droit aussi."**

Un autre boche du même acabit, M. Rosenberg s'est aussi mis de la partie en brossant un tableau bien noir de la situation du catholicisme en France et, à lui aussi, comme à M. Bourassa, Mgr Batiffol riposta avec fierté.

**Rosenberg avait écrit : "Les ennemis enragés de l'Eglise et les athés, sous la conduite des maçons français radicaux, ont mis dans les fers toute vie catholique (...tra ben... alles Katholische Lehan in Fresseln Geschelagen). .Il déclare que l'enseignement religieux est exclu des écoles publiques, "sans mentionner, répond Mgr Batiffol, qu'il est donné dans les cathéchismes de nos paroisses, et aussi bien dans les écoles libres par nous créées et entretenues. . .Il énonce que "les églises, les presbytères, les séminaires, les évéchés ont été repris par l'Etat, sans mentionner que les églises sont demeurées à notre disposition." "Le budget des cultes est supprimé", continue M. Rosenberg, sans dire que des pensions viagères sont servies aux prêtres qui étaient en fonctions en 1906, et que les églises sont entretenues par les communes..."**

Mais pour satisfaire les plus intransigeants, pour ne pas demeurer en reste avec M. Bourassa, qu'il me soit permis de verser au dossier une autre pièce non moins précieuse, non moins éloquente, je veux dire, le témoignage de Son Eminence le cardinal Amette, archevêque de Paris.

Dans une lettre qu'il écrivait au Comité Catholique de Propagande française à l'étranger, Son Eminence disait :

**" Nous les présentons (les ouvrages du comité) avec confiance à nos frères étrangers. . .En les lisant, ceux-ci pourront se convaincre que, dans la lutte actuelle, la France, ainsi que nous l'écrivait hier l'illustre et vénéré**

**cardinal-archevêque de Malines, "reste fidèle à son rôle séculaire de Gardienne du Droit et Protectrice de la Civilisation." .Malgré ses erreurs et ses fautes. Elle n'a pas cessé d'être digne du titre que lui ont décerné et conservé les Papes, depuis Anastase jusqu'à Léon XIII, Pie X et Benoit XV : .Elle demeure la Fille aînée de l'Eglise."** ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... ...

## LES PAPES ET LA FRANCE

Est-il une nation de la terre à laquelle les papes ont donné autant de preuves de leur estime, je dirai mieux, de leur amour? M. Bourassa peut-il me contredire sur ce point. Si les Papes ont tant et tant fait preuve d'attachement à celle que Léon XIII proclamait la **"Nobilissioma Gallorum Gens"** pourquoi irions-nous les démentir. Oh! pas n'est besoin de remonter le cours des siècles pour prouver cet amour, cet attachement du Saint-Siège pour la France.

C'est depuis quarante ans surtout qu'on parle de l'anticléricalisme et de l'athéïsme de la France. Voyons donc si, malgré cela les Papes ont moins aimé notre ancienne mère-patrie. Léon XIII, Pie X et Benoit XV, les trois derniers vicaires de Jésus-Christ, ont peut-être eu plus qu'aucun autre à négocier avec elle en des temps difficiles, et aucun d'eux n'a manqué jamais de témoigner à cette "athée" (disons-le pour faire plaisir à M. Bourassa) leur affection la plus sincère.

**LEON XIII** est celui des trois Souverains Pontifes qui a le plus causé avec la France. Il faudrait tout un grand ouvrage pour relever toutes les marques de sa sollicitude. Je me bornerai à l'extrait d'une lettre que Sa Sainteté écrivait le 30 décembre 1893 à Mgr Fonteneau, archevêque d'Albi :

**"Notre confiance, disait Léon XIII, est encore relevée et affirmée par le caractère de la nation française, qui se porte vers le caractère de la nation française, qui se porte vers tout ce qui est noble et droit. Grâce à cette disposition on trouverait à peine un pays qui soit plus fécond en bonnes oeuvres où qui l'égale par l'excellence de ses mérites envers la religion et envers l'Eglise".**

Et **PIE X** sous le pontificat duquel fut perpétré l'Acte d'abandon du Saint-Siège par la France officielle, disait à M. Camille Bellaigue, un de ses camériers qui était allé l'interviewer pour les **"Lectures pour tous."**

**"La France ne sera pas détachée de l'Eglise, à laquelle, durant tout le cours de son histoire, et malgré tant d'efforts tentés pour les désunir, elle est demeurée fidèle. Et qu'on ne prétende pas, au moins, que l'Eglise l'abandonne. Vous ne trouverez pas, dans le Livre Blanc tout entier, une seule phrase un seul mot contre votre pays..." (Pie X et Rome p. 61).**

Se rappelle-t-on aussi cet incident touchant qui s'est passé à Saint-Pierre de Rome lors de la cérémonie de la béatification de Jeanne d'Arc en 1909.

Voici en quels termes M. Camille Bellaigue raconte cette scène qui provoqua la plus vive émotion et souleva le plus bel enthousiasme:

**"Quand le pontife, en se retirant, traversa, porté sur la "sedia", la nef centrale de la basilique, un drapeau français, qui dominait la foule, s'inclina devant lui. .Le pape, étendant la main, le prit, l'approcha de sa bouche. Alors, de quarante mille poitrines un seul cri s'échappa, comme si les lèvres de Dieu même avait, dans ce baiser, touché la robe de la patrit.** ........

A-t-on jamais vu manifestation d'une affection si tendre envers aucun autre pays. Avec le psalmiste pourrions-nous écrier: **Non fecit taliter omni nationi.**

**BENOIT XV** n'a pas moins que ces prédécesseurs donné à la France, les témoignages de la plus vive bonté. Que de faits pourrions-nous consigner ici à l'appui de cette affirmation. Par exemple M .Fernand Laudet, ancien attaché d'embassade au Vatican, disait dans une conférence faite à Paris, le 11 férier 1916, en parlant de la **France et le Saint-Siège:**

**"Oui, malgré la séparation, malgré un malheureux abandon, que nous**

**avons fait en 1905, et sur lequel je n'insisterai pas, le Saint-Siège nous a gardé une fidélité inlassable, le peu qui nous restait de notre protectorat."**

Et pour le prouver, M. Laudet racontait avec quel empressement Benoit XV enjoignait aux communautés religieuses en Orient de garder le drapeau français quand elles l'abandonnaient.

C'est encore un témoignage de l'amour qu'il garde à la France "athée" officiellement que le choix de Benoit XV d'appeler à faire partie de son gouvernement le plus grand nombre de prélats de France, après l'Italie.

Combien émouvante et pleine de bonté est la lettre adressé au cardinal Amette par le cardinal Garparri, secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, le 23 avril 1915.

Je ne puis résister au plaisir d'en citer un extrait:

**"Vous n'ignorez pas quel douloureux retentissement ont eu dans le coeur du Saint-Père les désastres causés par la terrible guerre qui étend ses ravages sur l'Europe entière. Vous n'ignorez pas non plus combien Sa Sainteté s'est appliquée à faire ce qui était en son pouvoir pour en adoucir les funestes conséquences, sans aucune distinction de parti, de nationalité, ni de religion.**

**"Toutefois, il est bien naturel que la sollicitude du Pere commun des fidèles se tourne de préférence vers ses fils qui témoignent plus vivement leur respect et leur affection à son égard.**

**"Parmi eux méritent une mention particulière ses Fils de France, les enfants de cette nation qui, à juste titre, a été appelée la fille ainée de l'Eglise, qui donna toujours des preuves splendides de sa générosité pour les oeuvres catholiques, spécialement pour les Missions, et qui présente en ce moment, et depuis plusieurs mois, d'un bout à l'autre de son territoire, à l'armée, comme dans les ambulances et les hôpitaux et jusque dans la moindre bourgade des manifestations éclatantes de foi et de piété, dont le Saint-Père est grandement consolé."**

Toute cette lettre, qui fit le tour de la presse du monde, qui fut même publiée dans le journal de M. Bourassa, est ainsi remplie de tendresse et c'est dans cette lettre que Benoît XV adressa la somme de 40,000 francs pour le soulagement des malheureuses victimes de la gnerre.

C'en est assez des témoignages pour établir combien est injuste et méchante la diffamation de notre écrivain "catholique" qui veut en remontrer aux personnalités les plus grandes de la catholicité.

## POURTANT M. BOURASSA DOIT BEAUCOUP AUX CATHOLIQUES DE FRANCE.

J'ai été à même de constater que M. Bourassa jouissait en France, avant son odieuse campagne, d'un certain renom dans les milieux catholiques. Dans combien de foyers il fut accueilli avec empressement précédé d'une réputation d'illustre écrivain et d'orateur catholique. Le groupe de **l'Action française** et celui de la **Croix** de Paris s'énorgueillissaient de notre compatriote, qu'ils disaient un digne représentant de la France catholique transplanté en terre canadienne.

Pourtant aujourd'hui, bien rares sont ceux des anciens admirateurs de M. Bourassa, qui paieront à son talent le même tribut. Combien d'entre eux le dénonceraient comme un dévoyé ! Comment en serait-il autrement quand d'une part on voit Charles Maurras, Léon Daudet, Jacques Bainville, Maurice Pujo, Henri Vaugeois adversaires irréductibles du gouvernement français, se rallier à lui pour le triomphe de la grande cause, et d'autre part M. Bourassa s'acharner à détacher de la France en injuriant son gouvernement, ses descendants canadiens.

**LACORDAIRE,** qui était un esprit aussi grand et plus large que celui de notre compatriote a bien dit ce qu'il fallait penser de l'athéïsme et c'est cette pensée que je laisse à méditer à ceux qui voudront bien me lire, en terminant cette partie de ma lettre.

**"Loin de s'élever à un caractère universel, l'incroyance n'atteint pas même à l'honneur de la nationalité ; elle serpente d'homme à homme, à la façon d'un venin qui s'inocule et qui, fut-il devenu la peste, reste encore dans son expansion à l'état d'accident et de fléau."**

C'est ainsi qu'il faut juger l'athéïsme français et ce n'est pas lui, quoiqu'en dise M. Bourassa, qui empêchera de "tout instaurer dans le Christ."

## III—LA RUSSIE SCHISMATIQUE ET REVOLUTIONNAIRE.

J'arrive à ma troisième proposition, à savoir que loin de nuire à la devise de Pie X "tout instaurer dans le Christ", la "Russie schismatique et révolutionnaire", aidera à l'expansion du catholicisme.

Je crois pouvoir arriver à démontrer, ici encore, à mon illustre contradicteur, qu'il est de mauvaise foi quand "per fas et ne fas" il dénonce la schismatique et révolutionnaire Russie.

Quoique le sujet soit ici très vaste, on peut facilement limiter le débat à une couple de documents dont les déductions s'imposeront aux esprits les moins avertis.

Aux publicistes Schroers et Rosenberg, Mgr Batiffol a déjà répondu sur ce point ; comme M. Bourassa ils s'étaient alarmés du triomphe de la Russie en vue des dangers qu'encourrait le catholicisme. Il serait trop long de reproduire ici cette réponse du prélat français ; je me contenterai de la signaler à mes lecteurs ; ils la trouveront dans l'ouvrage déjà cité : **"L'Allemagne et les Alliés devant la conscience chrétienne"** (pp. 186 à 204).

Comme il faut se borner je me hâte d'étayer ici mes preuves.

Que l'ancienne Russie ait parfois persécuté le catholicisme, je l'admets ; pour le nier il faudrait méconnaître, de parti pris, l'histoire de ce pays. Mais demandons-nous ce qui jusqu'à aujourd'hui a empêché le catholicisme de jouir de toute la liberté qu'il demandait. Depuis près de trois-quarts de siècle les Papes ont marqué tour à tour les plus vifs désirs d'entente et de reconciliation avec les chrétiens séparés d'Orient et toujours leurs démarches restèrent infructueuses par l'opposition obstinée du Saint-Synode. Tous les écrivains catholiques établissent ces faits. Or, n'est-il pas permis d'espérer et de croire que des jours meilleurs seront donnés au catholicisme quand on verra l'autorité du Saint-Synode minée par le libéralisme de l'ère nouvelle.

Pourtant, c'est ce que la Russie, que M. Bourassa appelle injustement "révolutionnaire" est en train d'accomplir. Et à l'appui de ce que j'avance je n'ai qu'à apporter le témoignage d'un écrivain russe, libéral ardent, le Dr N. Roubakine.

Dans les livraisons de novembre et décembre de la **Bibliothèque Universelle** (Nos 251-252) de Lausanne, le Dr Roubakine a publié une longue étude sur la situation en Russie, sous le titre très caractéristique de : **"La Russie qui s'en va et la Russie qui s'en vient"**. Il faut lire cette étude ; elle est révélatrice. Quoique publiée trois mois avant les événements qui viennent de se produire dans l'empire du tzar, les prévisions de l'auteur ont toutes été accomplies.

Quand donc j'affirme que la puissance du Saint-Synode s'écroule c'est dans cette étude de l'écrivain russe que je prends mes preuves. Aussi à la page 481 du No 252 de la **Bibliothèque Universelle**, le Dr Roubakine déclare catégoriquement :

**" Il est certain que l'ancien régime est menacé de tous côtés. . .Un des piliers les plus solides de l'autocratie — l'Eglise Orthodoxe—commence à chanceler aussi. . .Toute une série de scandales viennent de prouver que le haut clergé russe se trouve dans un état de désorganisation très avancé."**

Et à la page 482 je lis ce qui suit :

**" Persone n'a mieux caractérisé l'état déplorable, la décomposition de l'Eglise Orthodoxe qu'André, évêque d'Ouffa, qui osa prononcer de fortes et honnêtes paroles sur le désordre de la Russie en général et de sa vie religieuse en particulier. Observée de près, la situation paraît encore plus**

**grave. . L'Eglise orthodoxe, menacée par le haut, est aussi ébranlée dans ses bases."**

**On a aussi déclaré que M. Balfour, au cours de son voyage, plusieurs dé-**

Voilà bien établie, ce me semble, par une autorité, que la fin du plus irréductible adversaire du catholicisme en Russie approche. Si donc l'Eglise orthodoxe est si en danger, quel espoir pouvons-nous entretenir pour l'avenir du catholicisme ? D'ailleurs, le Dr Roubakine reconnait lui-même que des "sectes sans nombre travaillent à miner cette Eglise et que "leur expansion rapide a entraîné le gouvernement, (l'ancien gouvernement( à des violations scandaleuses de l'acte de tolérance promulgué par le tzar en 1904."

Que faut-il penser maintenant de la "Russie révolutionnaire" ? Nul doute que M. Bourassa emploie ces termes pour épouvanter ses lecteurs. Combien il a tort pourtant.

Avant de juger un grand mouvement comme celui qui vient de se produire en Russie, sachons donc bien définir. On ne saurait, me semble-t-il, trouver d'homme plus qualifié pour le définir qu'un de ceux qui ont le plus travaillé à amener ce mouvement. Le Dr Roubakine dans son étude se charge de nous fournir le renseignement que M. Bourassa se garde bien de donner à ses lecteurs.

Parlant donc du mouvement libérateur en Russie, l'écrivain russe dit :

**"Hâtons-nous de constater qu'il n'a rien de révolutionnaire et que, loin de chercher ses modèles même dans les années 1789 et 1848, il se borne à des tendances évolutionnistes contrariées et arrêtées par une bureaucratie dont il est l'ennemi déclaré." (No 252 p. 475.)**

Quand M. Bourassa nous parle de la "Russie révolutionnaire," irrésistiblement nous voyons surgir dans notre pensée la populace ivre de sang, d'orgie et de pillage, se ruer partout, mettre à mort ses souverains saccageant les temples, etc., sous la conduite de terroristes enivrés par la perspective du pouvoir. Tel n'est pas le cas en Russie.

Le Dr Roubakine nous le dit encore (No 252, p. 476.) :

**"Le prétendu "révolutionnaire" russe dont jadis il était question, n'est plus "l'anarchiste" ou le "nihiliste", des anciens mélodrames, ce n'est même plus le révolutionnaire d'il y a dix ans. Il est devenu le repréentant de l'ordre légal, c'est avant tout un défenseur convaincu du drait."**

J'arrête ici les citations ; il serait superflu de les multiplier.

## M. BOURASSA EUT ETE UN REVOLUTIONNAIRE EN RUSSIE.

Quand je relis l'histoire de la Russie et que je relis les discours, les articles, les ouvrages de M. Bourassa, je ne puis m'empêcher — et tout le monde avec moi — de me demander ce que le chef nationaliste eut fait s'il eut vécu en Russie.

Sans craindre le démenti du directeur du "Devoir", j'affirme qu'il se fut rangé du côté des révolutionnaires russes. Et pour le prouver je n'aurais qu'à montrer l'attitude de défi de M. Bourassa vis-à-vis de l'Angleterre, qui pourtant — il le reconnaîtra — ne nous traita jamais comme l'ancienne Russie a traité les Juifs, les Arméniens et les Allemands même.

Aux jours les plus sombres de notre histoire ; aux cours des années terribles de l'oligarchie anglaise, nos ancêtres ont-ils supporté des exactions, ont-ils souffert des persécutions comparables à celles que fit subir le gouvernement de l'ancien empire aux populations qui l'habitaient ?

Oui, je reconnais que les patriotes de 1837 et de 1838 n'avaient pas tout à fait tort, (M. Bourassa dira, lui, qu'ils avaient tout à fait raison) de prendre les armes pour conquérir nos libertés. Pourquoi aujourd'hui, le chef nationaliste, descendant de l'un des plus puissants chefs de 1837 blâmerait-il les Russes d'avoir enfin secoué le joug d'une oligarchie bien plus redoutable — parce que meurtrière — que l'oligarchie anglaise.

Et si c'est de la révolution de 1837-38 que nous viennent nos libertés civiles et religieuses, pourquoi M. Bourassa veut-il faire pressentir à ses lecteurs que des jours plus sombres encore attendent le catholicisme en Russie, au point qu'il ne faille pas compter d'y "tout instaurer dans le Christ" par la révolution russe ?

A personne, M. Bourassa ne fera croire qu'il n'eut pas soutenu le mouvement libérateur en Russie ; sinon, il n'est plus qu'un imposteur.

J'ai fini, M. le directeur ; agréez mes remerciements sincères pour la généreuse hospitalité que vous voulez bien me donner ; remerciements surtout pour m'avoir permis de mettre à jour les vilenies de cet homme qui n'a d'autre ambition que de détourner notre pays de la cause qui porte toutes les grandes nations à se lever pour venger le Droit outragé.

Bien à vous,

E. ROUX.

# INDEX